

Convoitises foncières dans le bassin du lac Tchad au Niger



Rapport de l'Observatoire du droit à l'alimentation au Niger

DÉCEMBRE 2016



Convoitises foncières dans le bassin du lac Tchad au Niger

Rapport de l'Observatoire du droit à l'alimentation au Niger

A.T. Moussa Tchangari
Ibrahim Diori

Décembre 2016

Qu'est-ce qu'une approche fondée sur les droits de l'homme?

“

Une approche fondée sur les droits de l'Homme est un cadre conceptuel de développement humain dont la base normative est constituée par les règles internationales définies dans ce domaine, et qui vise concrètement à promouvoir et à protéger ces mêmes droits. Elle s'emploie à analyser les inégalités au cœur des problèmes de développement et à corriger les pratiques discriminatoires et les répartitions injustes de pouvoir qui entravent le processus de développement.

La simple charité est une vertu loin d'être suffisante du point de vue de la concrétisation des droits de l'Homme. Dans le cadre d'une approche fondée sur les droits de l'homme, les plans, les politiques et les mécanismes de développement sont ancrés dans un système de droits et d'obligations correspondantes établis par le droit international. Cet état de chose contribue à promouvoir la durabilité des initiatives de développement, à rendre les gens plus autonomes- en particulier les plus marginalisés- de façon à ce qu'ils participent à la formulation des politiques et tiennent pour responsables ceux dont le devoir est d'agir.

Bien qu'il n'y ait pas de recette universelle en matière d'approche fondée sur les droits de l'homme, les institutions des Nations Unies sont parvenues à un accord sur ses caractéristiques essentielles :

- la concrétisation des droits de l'homme doit être l'objectif essentiel au stade de la formulation des politiques et des programmes de développement;
- une approche fondée sur les droits de l'homme identifie les détenteurs de droits, les droits en question et les débiteurs d'obligations correspondants; elle s'emploie à renforcer les capacités des détenteurs de droits de faire valoir leurs revendications et de faire en sorte que les débiteurs d'obligations s'acquittent de leurs devoirs;
- les principes et normes tirés des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme doivent inspirer toutes les activités de coopération et de programmation pour le développement dans tous les secteurs et à toutes les étapes du processus de programmation.

”

(Extrait Questions fréquentes au sujet d'une approche de la coopération pour le développement fondée sur les droits de l'homme, Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme).

Synthèse générale

Avec une superficie de 1 267 000km², le Niger est le plus vaste pays de l'Afrique de l'Ouest, devant le Mali et la Mauritanie ; mais, la majeure partie de ce vaste pays, soit environ ¾ du territoire, est une zone désertique faiblement habitée. Les données du recensement général de l'agriculture et du cheptel de 2005 (RGAC) indiquent que la superficie moyenne par exploitation agricole est seulement de 4,12 hectares ; mais, elle varie d'une région à une autre, en fonction notamment de la densité de la population. La taille moyenne des exploitations agricoles tend, dans certaines régions, à se réduire d'année en année ; tandis que les rendements demeurent faibles et ne permettent guère de couvrir les besoins alimentaires des ménages toute l'année.

Aujourd'hui, bien que le pays ait consacré explicitement le droit à l'alimentation comme un droit humain fondamental à travers sa Constitution, aucun changement majeur n'est intervenu ni en matière de politiques publiques ni en matière de financement des secteurs de l'agriculture et de l'élevage. L'effet de levier attendu des politiques de libéralisation engagées depuis le début des années 1980, notamment en termes d'afflux des investissements privés, ne s'est pas encore produit au Niger ; même s'il convient d'observer que de plus en plus d'investisseurs privés nationaux et internationaux ont commencé à s'intéresser au secteur agricole, certainement en écho à ce que d'aucuns appellent la « *nouvelle ruée vers les ressources foncières africaines* ».

Selon un rapport du réseau national des chambres d'agriculture (RECA), environ 8 000 titres fonciers nouveaux, portant sur des superficies de plus dix (10) hectares, ont été octroyés au Niger entre 2005 et 2015. Les superficies totales concernées par des titres fonciers établis au nom de particuliers représentent 44 451 hectares, correspondant à celles de 10 800 exploitations agricoles, sur la base d'une superficie moyenne de 4,12 hectares par exploitation agricole telle qu'établie par les résultats du recensement général de l'agriculture et du cheptel (RGAC) réalisé en 2005. Les données collectées par le RECA, sur la seule base des avis de bornage publiés à travers le quotidien étatique *Le Sahel*, montrent que l'accaparement des terres prend de plus en plus de l'ampleur au Niger ; et à cet égard, l'exemple le plus emblématique au Niger en matière d'acquisition et de location de terres est bien celui porté par la société privée saoudienne Al Horaish à travers sa filiale nigérienne dénommée « Fleuve Niger SA ».

En effet, alors que tout le bassin du lac Tchad est aujourd'hui le théâtre d'un conflit armé meurtrier lié à l'insurrection de Boko Haram, la société Al Horaish négocie depuis 2014 un accord de partenariat public/ privé pour l'obtention en bail de 120 000 hectares de terres agricoles et pastorales. En partenariat avec le Conseil régional de Diffa, cette société privée saoudienne se propose d'investir plusieurs milliards de franc CFA dans le cadre d'un projet d'agrobusiness intitulé « *Projet d'aménagement et de mise en valeur du bassin de la Komadougou et du lac Tchad* ». La zone d'implantation de ce projet, qui est le plus grand jamais envisagé au Niger, est située en grande partie (2/3) dans le sous-bassin proximal du lit du lac Tchad et pour le reste (1/3) dans le sous bassin proximal de la Komadougou. Les terres convoitées correspondent à près de la moitié des superficies exploitables en irrigué et décrue autour de la Komadougou et du lac Tchad ; elles sont occupées et exploitées déjà, au moins en partie, par des petits producteurs et des éleveurs. La zone d'implantation du projet est aussi une zone qui attire beaucoup de travailleurs migrants ; elle est « un refuge climatique » pour des milliers de personnes confrontés à l'insécurité alimentaire dans leurs pays ou régions d'origine.

Selon plusieurs sources bien informées, les négociations entre les autorités nigériennes et la société Al Horaish sont très avancées en vue de la signature d'un contrat de bail emphytéotique dans le cadre d'un partenariat public/privé d'une durée d'au moins 68 ans ; et c'est conscient de l'énorme enjeu que représente une telle initiative, aussi bien pour ses promoteurs que pour les populations riveraines de la zone, que l'Observatoire nigérien du droit à l'alimentation a décidé de produire un rapport d'analyse sur le sujet. Basé sur des informations tirées des documents du projet, des entretiens avec divers acteurs sur le terrain, des travaux de recherche et des instruments juridiques nationaux et internationaux, ce rapport présente une série d'arguments plaidant en faveur d'un rejet du projet porté par la société Al Horaish et ses soutiens locaux :

1-Le projet de la société Al Horaish est porteur de graves menaces sur les droits fonciers des communautés locales : L'article 23 du projet de contrat dispose clairement que la signature dudit contrat « *vaut autorisation d'occupation du domaine public constitutive de droits réels* » ; non sans préciser que six (6) mois après l'entrée en vigueur du contrat, « *le délégant met les terrains, purgés de tout droit de tiers, à la disposition du délégataire* ». Cet article ajoute également que « les terrains déclarés d'utilité publique et mis à la disposition du délégataire doivent être libres de toute entrave autres que : (i) les servitudes administratives et d'urbanisme définis par les documents d'urbanisme applicables ; et (ii) les servitudes conventionnelles, légales et judiciaires ».

Or, il importe de noter que les droits fonciers sont garantis et protégés au Niger par divers instruments juridiques relatifs aux droits humains, notamment la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, dont l'article 17 stipule que « toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété » et que « Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété ». Ces droits sont protégés également par la constitution du 25 Novembre 2010, dont l'article 28 stipule que « toute personne a droit à la propriété » et que « Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, sous réserve d'une juste et préalable indemnisation ».

2-Le processus de négociation est marqué par une absence de transparence et de consultation des communautés locales : Les informations collectées par l'Observatoire indiquent que les négociations en vue de la signature d'un contrat de partenariat public/privé entre le Conseil régional de Diffa et la société Al Horaish, sous l'égide de la Cellule d'Appui au Partenariat Public/privé, se poursuivent toujours sans considération des recommandations faites par le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation ; car, non seulement, elles ne sont pas menées dans la transparence, mais en plus elles n'impliquent aucune participation des communautés locales ou de leurs représentants, contrairement aux préconisations du rapporteur spécial.

Or, contrairement à certaines informations distillées par certains membres du Conseil régional de Diffa, notamment son Président, la plupart des habitants des zones concernées n'ont entendu parler du projet qu'à travers les médias. C'est qu'ont affirmé presque tous ceux qui ont pris part aux rencontres publiques organisées dans les communes de Diffa et N'guigmi et sur les sites des déplacés ; c'est aussi ce qu'ont déclaré plusieurs autorités administratives et coutumières. Les informations recueillies sur le terrain laissent croire que même les membres du Conseil régional ne sont pas tous informés de tout le contenu du dossier du projet de la société Al Horaish.

3-Les prétentions du Conseil régional de Diffa à assumer un contrat de partenariat public/privé de cette nature sont contestables sur le plan légal : Certes, la loi prévoit la possibilité pour une collectivité territoriale d'initier un contrat de partenariat public / privé ; mais, elle indique aussi qu'un tel contrat ne peut se faire que dans un domaine relevant de la responsabilité de cette entité administrative.

Cela signifie clairement que le Conseil régional de Diffa, en tant que collectivité territoriale, ne peut pas initier un partenariat public / privé pour la réalisation d'un projet de l'envergure de celui porté par la société Al Horaish ; car, aucun texte ne lui confère expressément des compétences, ni en matière de gestion des terres agricoles et pastorales, ni en matière de réalisation d'infrastructures de production et de transformation des produits agricoles.

Selon les dispositions du code général des collectivités territoriales, le Conseil régional délibère notamment dans les domaines de la politique de développement régional, de la création et de la gestion d'équipements collectifs, de la création de services d'intérêt régional, de l'aménagement du territoire et de la gestion administrative et financière de la région ; mais, le code général ne contient aucune indication précise permettant d'inclure dans les domaines de compétences d'un Conseil régional, la réalisation d'initiatives portant sur la mise en valeur des terres agricoles et pastorales, ainsi que l'installation d'unités de transformation agro-industrielle. En plus, il faut noter que le Conseil régional n'a pas les moyens d'assumer les implications d'un tel contrat, notamment en ce qui concerne une éventuelle indemnisation des propriétaires fonciers dont on sait qu'elle ne sera pas assurée par la société Al Horaish.

4-Les impacts environnementaux, sociaux et économiques du projet de la société Al Horaish peuvent se révéler désastreux : Deux ans après la transmission par le Conseil régional de Diffa de l'étude de faisabilité du projet à la Cellule d'Appui au partenariat public privé, aucune évaluation indépendante des impacts du projet de la société Al Horaish n'est disponible ; et ce, ni pour confirmer ou infirmer la pertinence et la fiabilité de l'étude de faisabilité du projet réalisée par cette société elle-même, ni pour en apprécier objectivement les impacts environnementaux et socio-économiques. Les études d'impacts sont pourtant requises pour des projets de cette envergure par divers textes de loi ; car, le décret d'application de l'ordonnance 2011/07 du 16 septembre 2011 portant régime général des contrats public/privé, dispose que « *seuls les projets ayant fait l'objet d'une évaluation juridique, technique, financière et économique peuvent être mis en œuvre par un contrat de partenariat public/privé* ».

En l'absence d'une étude d'impacts, le rapport de l'Observatoire suggère de prendre en considération trois (3) principaux risques associés à des grands projets d'aménagement et pointés par un groupe de chercheurs de l'Institut de Recherche pour le Développement dans un rapport destiné à la Commission du Bassin du Lac Tchad. D'abord, le risque de voir « *l'orientation vers les agro-carburants ou l'exportation* » pénaliser « *la sécurité alimentaire tout en ayant de faibles retombées fiscales pour les États* » ; ensuite, celui de voir les investissements à grande échelle provoquer « *une crise des systèmes d'agriculture familiale fondés sur la multifonctionnalité et la décrue en accentuant la pression sur les terres, en provoquant une fragmentation de l'espace synonyme d'exclusion de l'élevage, en précarisant la tenure foncière* » ; et enfin, le risque de voir « *la forte mécanisation introduite dans le sillage de ces entreprises jusqu'aux promoteurs agricoles nationaux* » réduire l'emploi agricole et accélérer ainsi l'exode rural.

5-La contribution du projet à la sécurité alimentaire des populations de la région et du pays n'est pas évidente : Les grands projets d'aménagement agricole tels que celui porté par la société Al Horaish permettront sans doute d'accroître la production agro-pastorale ; mais, ils ne pourront certainement pas avoir autant d'impact positif sur la sécurité alimentaire et le niveau de revenus des populations riveraines du bassin du lac Tchad que les petites exploitations familiales. Plusieurs chercheurs indiquent que les petits exploitants des rives du lac Tchad produisent déjà, avec les moyens de bord, suffisamment de nourriture pour couvrir les besoins alimentaires de toute la région ; tout en

avertissant que le modèle de l'agriculture d'entreprise capitalistique a montré partout qu'il ne peut répondre au défi alimentaire que s'il est tourné vers le marché intérieur, et qu'il libère de nombreux bras de l'agriculture dans un contexte où les villes offrent peu d'emplois modernes.

Or, une lecture attentive de l'étude de faisabilité du projet fait ressortir que l'objectif principal de la société saoudienne Al Horaish est avant tout de produire pour la satisfaction des besoins alimentaires de la sous-région ouest-africaine ; alors même qu'il est de notoriété publique que, même en période de bonnes récoltes, la production alimentaire nationale est insuffisante pour couvrir les besoins de la population. Le document de l'étude de faisabilité du projet indique que le principal marché visé est celui du Nigeria, « *au regard de la forte demande potentielle en tous produits alimentaires* », suivi de l'Afrique centrale et de tous les autres pays d'opportunité.

6-Le projet de la société Al Horaish peut devenir une nouvelle source de conflit dans la région de Diffa : Depuis deux (2) ans, la région est le théâtre d'un conflit armé meurtrier lié à l'insurrection de Boko Haram ; et le risque est grand de voir le projet de la société d'Al Horaish accentuer les frustrations au sein des populations locales qui ne manqueront pas de faire un lien avec le déplacement forcé décidé par le gouvernement en 2015. Le projet pourrait aussi accentuer les conflits, déjà assez marqués, autour de l'accès aux ressources naturelles ; surtout eu égard aux éventuelles difficultés et entraves à la mobilité des éleveurs, mais aussi des pêcheurs, qui pourront découler de l'implantation sur un vaste espace d'un aménagement hydro-agricole.

Or, le projet de contrat en cours de négociations ne prévoit pas de dispositions spécifiques garantissant le respect des droits des communautés locales, notamment des éleveurs et des pêcheurs, qui pourront avoir des difficultés à accéder aux ressources de la zone d'implantation du projet ; tout comme elle ne prévoit des dispositions donnant l'assurance que les intérêts des communautés, notamment leur protection contre toute expropriation sans indemnisation ou toute expulsion arbitraire, seront effectivement pris en considération à toutes les étapes de réalisation du projet.

7-Les avantages prévus dans le projet de contrat de partenariat public/privé constituent une véritable saignée pour le trésor public : Le projet de contrat en cours de négociation fait ressortir que le coût global des réalisations du projet est de 6 467 milliards FCFA, dont une contribution de l'État de 1 616 milliards FCFA en termes d'exonération. Le montant annuel de la redevance pour la location des terres est fixé à 500 millions de FCFA entre la 1ère et la 3ème année d'exploitation, 700 millions de FCFA entre la 4ème et 6ème année d'exploitation et un (1) milliard de FCFA à partir de la 7ème année. Cette redevance sera versée au budget du Conseil régional, qui ne pourra l'utiliser que pour la mise en œuvre du plan de développement des communes de la région de Diffa.

Pendant toute la durée du projet, la société Al Horaish bénéficiera de divers avantages fiscaux, aussi bien pendant la phase de conception et réalisation du projet que pendant la phase d'exploitation. Ces avantages fiscaux comprennent notamment des exonérations des taxes et droits perçus par l'État, y compris la taxe sur la valeur ajoutée, l'impôt sur les bénéfices et de l'impôt minimum forfaitaire ; mais aussi, un régime de stabilité fiscale pendant toute la durée du projet, permettant à Al Horaish d'échapper à tous les impôts et taxes à caractère fiscal dont la création est intervenue après la signature du contrat, sauf lorsque cela lui est profitable.

General synthesis of the report

With a surface of 1, 267, 000 km², Niger is the largest country of West Africa, in front of Mali and Mauritania ; but the major part of this large country, about ¾ of the territory, is a desert zone which is less populated. The data of the general census of agriculture and livestock of 2005 (RGAC) indicates that the average surface per agricultural exploitation is only 4.12 hectares; but it varies from one region to another, according notably to the density of the population. The average size of the agricultural exploitation tends, to be reduced year after year; whereas the yields remain low and hardly enable to cover the food needs of households for the entire year.

Nowadays, though the country has explicitly set the right to food as a fundamental human right, no major change has taken place either in matters of public policies or in matters of funding the agricultural and livestock sectors. The expected action leverage of the policies of liberalization engaged since the beginning of the years 1980, particularly in terms of flow of private investments, has not yet come true in Niger; even if we observe that more and more national and international private investors have started to be interested in the sector of agriculture, certainly in response to the echo that some people call the *“new rush toward the African land resources.”*

According to a report of the national network of the chambers of agriculture (RECA), about 8,000 new land titles, concerning some surfaces of more than ten (10) hectares, were delivered in Niger between 2005 and 2015. The total surfaces concerned by the established land titles in the name of private individuals represent 44, 451 hectares, corresponding to those of 10,800 farms, on the basis of an average surface of 4.2 hectares by farm as pointed out by the results of the general census of agriculture and livestock (RGAC) carried out in 2005. The data collected by the RECA, only on the basis of the opinions of demarcation published by through the official daily newspaper *“The Sahel”*, show that the monopolization of lands is becoming more and more extensive in Niger. For this case, the more emblematic example in Niger in matters of acquisition and hiring of lands is the one carried by the Saudi private company Al Horaish through its Niger subsidiary company called *“Fleuve Niger SA (Niger River plc)”*.

In fact, whereas all the basin of the Lake Chad is today the theater of a fatal armed conflict related to the insurrection of Boko Haram, the company Al Horaish has negotiated since 2014 a public-private partnership for obtaining a lease agreement of 120,000 hectares of arable and pastoral lands. In partnership with the regional council of Diffa, this private Saudi company proposes to invest several billions of francs CFA in the framework of an agrobusiness project labeled *“Project for the development of the basin of Komadougou and the Lake Chad.”* The implementation zone of this project, which is the largest ever considered in Niger, is located mainly (2/3) in the proximal sub-basin of the bed of the Lake Chad and for the remainder (1/3) in the proximal sub-basin of the Komadougou. The coveted lands correspond to about half of the exploitable surfaces in irrigated and in low tide around the Komadougou and the Lake Chad; they are already occupied and exploited, at least partly, by small producers and stockbreeders. The implementation zone of this project is also the area that attracts a lot of migrant workers; it is the climatic refuge for thousands of people confronted to food insecurity in their country or regions of origin.

According to several well informed sources, the negotiations between the authorities of Niger and the Al Horaish company are very advanced for the signing of an agreement of emphyteutic lease in

the framework of a public-private partnership for a duration of at least sixty eight (68) years ; and aware of the enormous stake that such an initiative represents, for its promoters as well as the riparian populations of the zone, that the Nigerien observatory for the right to food decided to produce an analysis report on the topic. Based on some information drawn from the documents of the project, the interviews with various actors on the field, some research work and some national and international legal instruments, this report presents some arguments advocating in favor of rejecting this project carried by the Al Horaish company and its local supporters :

1-The project of the Al Horaish company constitutes serious threats to the rights to land of the local communities: Article 23 of the draft agreement clearly stipulates that the signing of the contract “is worth authorization of occupation of the public domain constitutive of real rights”; also it points out that six (6) months after the agreement comes into effect, “the delegant puts the lands, redeemed of all third party’s rights, at the disposal of the delegatee”. This article also says that the lands declared of public utility and put at the disposal of the delegatee should be free from any hindrance other than : (i) administrative and town planning constraints defined by the applicable documents of town planning; and (ii) the conventional and legal constraints.”

Therefore, it is important to point out that the rights to land are guaranteed and protected in Niger by various legal instruments relating to human rights, in particular the Universal Declaration of Human Rights, whose Article 17 stipulates that “any person, alone as well as in community, is entitled to property” and that “ No one can be arbitrarily deprived of his property.” These rights are also protected by the constitution of November 25th, 2010, whose article 28 stipulates that “any person is entitled to property” and that “No one can be deprived of his property except for a cause of public utility, subject to a fair and preliminary compensation.”

2-The process of negotiation is marked by an absence of transparency and consultation of the local communities : The information collected by the Observatory indicate that the negotiations for signing a public-private partnership agreement between the Regional Council of Diffa and the Al Horaish company, under the auspices of the Support Unit of the Public-private partnership still continue without taking into the recommendations made by the United Nations special rapporteur on right to food ; as, they are not held in transparency, but they also do not involve any participation of the local communities or their representatives, contrary to the recommendations of the special rapporteur.

However, contrary to some information conveyed by certain members of the Regional Council of Diffa, notably its President, most of the populations of the zones concerned only heard about the project through the media. This is what almost all those who participated in the public gatherings organized in the communes of Diffa and N’guigmi and on the sites of displaced people confirmed; also several administrative and traditional authorities declared the same. The information collected on the field let believe that even the members of the Regional council are not all informed of the full contents of the file of the Al Horaish Company’s project.

3-The claims of the Regional council of Diffa to assume a public/private partnership contract of this nature are contestable on the legal field: Though it is admitted that the law gives the possibility to a territorial collectivity to initiate a public-private partnership, but it also points out that such an agreement can be done only in an area under the responsibility of this administrative entity. This means

clearly that the Regional Council of Diffa, as a territorial collectivity, cannot initiate a public-private partnership for the realization of such a project carried by the Al Horaish company because no legal text expressly gives him any competences, neither in matters of management of farm and pastoral lands, nor in matters of the realization of infrastructures of production and transformation of agricultural products.

According to the provisions of the general code of the territorial collectivities, the Regional Council deliberates, in particular, in the fields of regional development policy, the creation and the management of utility services of regional interest, the management of the territory and the administrative and financial management of the region; but the general code doesn't contain any clear indication enabling the inclusion in the domains of competences of the Regional Council, the realization of initiatives on the development of farm and pastoral lands as well as the installations of agro business transformation units. Moreover, it should be pointed out that the Regional Council doesn't have the means to assume the implications of such a contract, in particular a potential compensation of the land owners that we know will not be paid for by the Al Horaish Company.

4-The environmental, social and economic impacts of the Al Horaish Company's project can happen to be disastrous : Two years after the transmission by the Regional Council of Diffa of the feasibility study of the project to the Support Unit of the Public-private partnership, no independent evaluation of the impacts of the Al Horaish project is available to either confirm or infirm the relevance and liability of the feasibility study of the project carried out by the company itself, or to objectively evaluate the environmental and socio economic impacts. Some impact studies are, however, required for projects of such a scope by various texts of law; as, the implementation order 2011/07 dated September 16th, 2011 on the general regime of public-private agreements stipulates that *"only projects that have been subjected to legal, technical, financial and economic evaluation can be implemented by a public-private agreement."*

In the absence of a study of impacts, the report of the Observatory suggests that three (3) main risks associated to big land development projects and pointed out in a report destined to the Commission of the Basin of Lake Chad by a group of researchers of the Institute of Research for Development should be taken into consideration. First, the risk of seeing *"the orientation towards agro fuels or exportation"* jeopardizes *"food security by just having low fiscal benefits for the States"*; then, that of seeing large scale investments bring about *"a crisis of the systems of family agriculture based on multi functionality and a decline by exacerbating the pressure on lands, bringing about a fragmentation of space, synonym of exclusion of livestock breeding, making land tenure precarious"*; and finally, the risk of seeing *"the strong mechanization introduced into the wake of these companies up to the national agricultural promoters"* to reduce agricultural employment and thus accelerate rural migration.

5-The contribution of the project to food security of the populations of the region and the country is not obvious: Big agricultural development projects such as the one carried by the Al Horaish company should enable undoubtedly to increase the agro-pastoral production; but they will certainly not be able to have more positive impact on food security and the level of incomes of the riparian populations of the basin of Lake Chad than the family farms. Several researchers point out that the small farmers of the banks of the Lake Chad already produce, with little means, sufficient food to cover the needs of the whole region; while warning that the model of capitalist agricultural company has

shown everywhere that it can overcome the food challenge only if it is geared towards the internal market, and it frees a lot of employment for agriculture in a context where the cities offer little modern employment.

However, a careful reading of the feasibility study of the project shows that the main objective of the Saudi Al Horaish company is first to produce for the satisfaction of the food needs of the West African sub-region; while at the same time it is of public notoriety that, even in period of good harvests, the national food production is insufficient to meet the needs for the population. The document of the feasibility study of the project points out that the main market it aims at is that of Nigeria, *"considering the potential high demand in all food products"*, followed up by central Africa and all the other countries presenting some opportunities.

6-The project of the Al Horaish company can be a new source of conflict in the region of Diffa:

The region has been the theater of fatal armed conflict related to the insurrection of Boko Haram for two years; and the risk is big to see the project of the Al Horaish company exacerbate frustrations within the local populations, which will certainly make a link with the forced displacement decided by the government in 2015. The project might also increase the conflicts, which are already open enough, around the access to natural resources; mostly considering the potential difficulties and hindrance to the movement of cattle breeders, but also of fishermen, which could arise from the implantation on a large space a hydro-agricultural development.

Then, the project agreement in negotiations doesn't plan any specific provisions that guarantee the respect of the local communities' rights, notably the cattle breeders and fishermen, who will certainly have some difficulties to access the natural resources in the zone of installation of the project ; and also doesn't have any provisions ensuring that the interests of the communities, in particular their protection against any expropriation without compensation or any arbitrary expulsion, will be actually taken into account at all the stages of realization of the project.

7-The advantages planned in the public-private partnership agreement constitute a real loss for the public treasury: The draft contract being negotiated emphasizes that the overall costs of the realizations of the project are of 6, 467 billion FCFA, of which a contribution of the State of 1, 616 billion FCFA in terms of tax exemption. The annual amount of the royalty for hiring the lands is fixed at 500 million de FCFA between the 1st and the 3rd year of exploitation, 700 million FCFA between the 4th and 6th year of exploitation and one (1) billion FCFA as from the 7th year. This royalty will be transferred to the budget of the Regional council, which will be able to use it only for the implementation of the development plan of the communes in the region of Diffa.

During the entire period of the project, the Al Horaish Company will benefit from various tax incentives, as well during the phase of design and realization of the project as during the production phase. These tax incentives include, in particular tax exemptions and rights charged by the State, including value added tax, income tax and the contractual minimum tax; but also, a mode of tax stability throughout the whole period of the project, allowing Al Horaish to have tax loophole whose creation intervened after the signing of the contract, except when that is advantageous for the company.

Introduction

Jusqu'à une date récente, les investisseurs étrangers en Afrique étaient surtout intéressés par l'exploitation des ressources du sous-sol (pétrole, uranium, or, cuivre, fer et autres minerais) ; mais, depuis quelques années, leur centre d'intérêt semble s'élargir progressivement aux immenses terres agricoles africaines évaluées à quelques 202 millions d'hectares par la Banque mondiale¹. Cet intérêt nouveau pour les terres agricoles africaines, qu'il est convenu fort justement de considérer comme une « *nouvelle ruée vers les ressources foncières africaines*² », est consécutif à la triple crise alimentaire, énergétique et financière à laquelle le monde entier s'est trouvé confronté à partir de l'année 2008 ; il traduit clairement la volonté de certains milieux financiers, en particulier des fonds souverains et des fonds de pension, de trouver de nouveaux domaines d'investissement plus sûrs que les marchés financiers, dont la volatilité et les risques ont été mis à jour par la récente crise financière.

Au cours de ces dernières années, il importe de noter que l'intérêt, tant des États que des citoyens, pour les questions foncières s'est considérablement accru dans l'ensemble du continent africain ; d'abord, parce que cette « *nouvelle ruée vers les ressources foncières* », qui apparaît aux yeux de certains comme une opportunité, est porteuse à l'évidence de graves menaces pour des milliers de petits producteurs agricoles. Cet intérêt s'est accru aussi à mesure que chacun prend conscience de l'enjeu que représentent l'accès et le contrôle de ces ressources, qui sont à la fois source principale de subsistance et de revenus pour l'écrasante majorité de la population africaine, et « *facteur important dans la construction de l'identité sociale, dans l'organisation de la vie religieuse et la production et reproduction des cultures* ». Cette prise de conscience africaine s'est matérialisée par l'adoption en 2010, d'un document intitulé « *Cadre et lignes directrices sur les politiques foncières en Afrique, Politiques foncières en Afrique : un cadre pour le renforcement des droits fonciers, l'amélioration de la productivité et des conditions d'existence* ».

Aujourd'hui, presque six(6) ans après l'adoption du « *Cadre et lignes directrices sur les politiques foncières en Afrique* », sous l'impulsion de l'Union Africaine (UA), de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de la Commission Économique pour l'Afrique (CEA), il est frappant de constater que la ruée vers les ressources foncières est devenue l'une des plus grandes compétitions mettant aux prises, sur fond d'opacité et de spéculation, voire de corruption, des investisseurs originaires aussi bien des pays occidentaux que du Golfe et de la Chine. Cette situation est considérée par certaines institutions internationales comme une opportunité à saisir pour des États qui, bien que disposant de potentialités considérables, peinent depuis des années à investir dans la production agricole. C'est le cas notamment de la Banque mondiale, qui a publié en 2013 un rapport d'études au titre évocateur, « *Securing Africa's Land for Shared Prosperity* », invitant les États à intensifier les réformes foncières et à transformer l'intérêt accru des investisseurs pour les terres en une opportunité pour « *améliorer la performance et la productivité du secteur agricole en Afrique* ».

¹ « *Transformer l'agriculture, stimuler la croissance et mettre fin à l'extrême pauvreté en Afrique* », communiqué de la Banque mondiale, publié le 22 juillet 2013 sur le site de la Banque (www.banquemondiale.org)

² Expression utilisée tirée du document « *Cadre et lignes directrices sur les politiques foncières en Afrique, Politiques foncières en Afrique : un cadre pour le renforcement des droits fonciers, l'amélioration de la productivité et des conditions d'existence* », publié en 2010 par l'Union Africaine, La Banque Africaine de Développement et la Commission Économique pour l'Afrique.

Selon les experts de cette institution, « *la flambée des prix des denrées de base et l'augmentation des investissements directs étrangers font qu'il est d'autant plus rentable d'investir dans la gouvernance foncière qui se traduit par de meilleurs rendements agricoles, un meilleur accès aux marchés et des prix plus avantageux* » ; mais, la recommandation des experts de la Banque mondiale, bien qu'elle mette en avant des préoccupations aussi nobles que la lutte contre la corruption et la préservation des droits fonciers communaux et individuels, ne manque pas d'apparaître comme un coup de pouce de l'institution à ce que les organisations paysannes et de défense des droits humains qualifient d'accaparement des terres. La réforme de la gouvernance foncière n'est envisagée en réalité que comme le moyen de booster le flux des investissements directs étrangers vers le secteur agricole ; tandis que tous les avantages annoncés de cette réforme (meilleurs rendements, meilleur accès aux marchés et prix avantageux) n'apparaissent guère plus que comme des promesses alléchantes pour légitimer une démarche porteuse de graves menaces pour les intérêts des petits producteurs agricoles, déjà confrontés à de sérieuses contraintes dans l'exercice de leurs activités.

Dans son rapport de juin 2009, consacré aux « *acquisitions et locations de terres à grande échelle*³ », le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, M. Olivier de Schutter, a averti clairement que le développement de ce phénomène comporte des « *risques importants* » ; tout en reconnaissant que « *les investissements massifs dans les terres agricoles peuvent bénéficier à toutes les parties prenantes* », à la condition « *qu'un cadre institutionnel adéquat soit établi au préalable* », et que les accords « *tiennent compte des droits de l'Homme auxquels les investissements pourraient porter atteinte* ». Le rapporteur spécial relève deux cas de figure où l'on pourrait considérer que les États portent atteinte au droit à l'alimentation : d'abord, « *si en louant ou en vendant des terres à des investisseurs (nationaux ou étrangers), ils privaient de ce fait les populations locales d'un accès à des ressources productives indispensables à leur subsistance* » ; et enfin, « *s'ils négociaient des contrats de vente ou de location sans s'assurer qu'ils ne compromettent pas la sécurité alimentaire, par exemple en créant une dépendance à l'égard de l'aide étrangère ou des marchés internationaux toujours plus instables et imprévisibles* ».

En dépit de toutes les mises en garde qui leur sont adressées, tant à travers le rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation qu'à travers le « *Cadre et lignes directrices sur les politiques foncières en Afrique* », plusieurs États africains continuent de faciliter les « *acquisitions et locations de terres à grande échelle* » ; et ce, dans des conditions particulièrement opaques et préjudiciables aux petits producteurs agricoles et aux éleveurs, et pratiquement semblables à celles que le rapporteur spécial des Nations Unies considère comme constitutives d'atteinte au droit à l'alimentation. L'État du Niger fait malheureusement partie de ceux qui, en Afrique de l'Ouest, ne semblent pas prendre au sérieux les menaces liées à des projets d'acquisition ou de location de terres ; car, même s'il est vrai que ce phénomène est d'apparition récente dans ce pays sahélien confronté régulièrement à des crises alimentaires, il existe un risque réel de le voir prendre de l'ampleur dans un futur proche. Cette crainte est alimentée aujourd'hui par les négociations que mènent les autorités du pays avec la société saoudienne Al Horaish pour la location des terres dans le bassin du lac Tchad.

En effet, alors que tout le bassin du lac Tchad est aujourd'hui le théâtre d'un conflit armé meurtrier lié à l'insurrection de Boko Haram, la société Al Horaish négocie depuis 2014 un accord de

³ « *Acquisitions et locations de terres à grande échelle : un ensemble de principes et de mesures clés pour répondre à l'impératif des droits de l'homme* », M. Olivier De Schutter, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, 11 juin 2009.

partenariat public privé pour l'obtention en bail de 120 000 hectares de terres agricoles et pastorales. En partenariat avec le Conseil régional de Diffa, cette société saoudienne, qui se présente comme l'une des plus grandes sociétés du Royaume, se propose d'investir plusieurs milliards de franc CFA dans le cadre d'un projet d'agrobusiness intitulé « *Projet d'aménagement et de mise en valeur du bassin de la Komadougou et du lac Tchad* ». Le projet sera exécuté en deux phases : (i) la première phase, qui durera une dizaine d'années, portera sur l'aménagement et la mise en valeur agricole de 50 000 hectares, et la création d'une dizaine d'unités agro-industrielles en aval de la production ; et la deuxième phase, qui débutera à partir de la 11ème année d'exploitation, portera sur l'aménagement et la mise en valeur de 70 000 hectares, et la création de nouvelles unités agro-industrielles en complément de celles existantes. Le gouvernement nigérien n'a pas encore signé de contrat pour ce projet de location de terres, qui est l'un des plus grands jamais envisagé dans le pays ; mais, compte tenu de l'enjeu que représente un tel projet pour le devenir de milliers des producteurs agricoles, l'Observatoire du droit à l'alimentation au Niger a décidé de s'y intéresser de plus près.

Le présent rapport est le fruit d'un travail de recherche documentaire et d'investigation de terrain mené par une équipe⁴ de l'Observatoire du droit à l'alimentation au Niger ; il se fonde sur des informations tirées de différents documents officiels et officieux, et d'autres obtenues auprès d'acteurs locaux lors d'une mission de terrain effectuée au mois de novembre 2016. Le rapport reprend également, en les complétant parfois, des parties d'un article publié en 2016 par l'un de ses rédacteurs⁵; il s'agit donc plus d'un rapport d'analyse d'un projet en cours de négociation que d'un rapport de monitoring sur un cas d'accaparement des terres. L'objectif visé à travers ce rapport est d'attirer l'attention des décideurs et du public, en particulier des défenseurs des droits humains et des responsables d'organisations paysannes, sur l'ampleur que prend et la menace que représente le phénomène de l'accaparement des terres. Certes, le rapport ne traite que d'un seul cas d'accaparement de terres non encore effectif, puisqu'il s'agit pour l'instant d'une convoitise autour des terres du bassin du lac Tchad ; mais, ce cas est emblématique à plus d'un titre, d'abord de part l'importance des superficies convoitées, ensuite de part l'implication du Conseil régional et enfin de part le contexte dans lequel il se négocie.

La réalisation et la publication de ce rapport n'auraient jamais été possibles sans le soutien multiforme et désintéressé de plusieurs personnes physiques et morales auxquelles nous tenons à exprimer notre profonde gratitude. L'expression de notre gratitude va d'abord à l'endroit des acteurs locaux de la région de Diffa, en particulier (i) les populations autochtones et déplacées qui ont participé massivement aux rencontres d'échanges organisées dans les localités de Diffa, N'guigmi, Ngagam; (ii) les acteurs de la société civile locale (représentants d'ONGs, d'organisations de jeunes et de femmes, responsables et membres d'organisations paysannes) qui ont facilité la tenue de ces rencontres et apporté des témoignages; (iii) les élus locaux, les autorités administratives et coutumières de la région de Diffa (le Gouverneur de la région, le Vice-Président du Conseil régional de Diffa, les Préfets de Diffa et N'guigmi, les Maires de Diffa et N'guigmi, le Chef de canton de N'guigmi, le Chef de Toumour, le Boulame de Barwa) qui ont accepté de nous recevoir et de répondre à nos questions; (iv) les personnes ressources et leaders communautaires (Hassane Mallam Laminou, Issa Bonga, Alhadj Adam, Bintoumi Boukar Koulouma). L'expression de notre gratitude enfin et particulièrement à l'endroit de nos partenaires, SWISSAID et SOS FAIM, qui soutiennent le combat pour le droit à l'alimentation au Niger à travers Alternative Espaces Citoyens.

⁴ L'équipe était composée de Abdou Mallam Garba (AEC), Amadou Amadou (AREN), Ibrahim Diori (AEC), Moussa Tchangari (AEC), Moussa Namata (AEC).

⁵ Bassin du lac Tchad : Les Saoudiens convoient 120 000 hectares de terres agricoles et pastorales au Niger, A.T. Moussa Tchangari, publié sur le site d'Alternative Espaces Citoyens ;

Un exemple emblématique d'accaparement de terres agricoles et pastorales au Niger

Avec une superficie de 1 267 000km², le Niger est le plus vaste pays de l'Afrique de l'Ouest, devant le Mali et la Mauritanie ; mais, la majeure partie de ce vaste pays, soit environ ¾ du territoire, est une zone désertique faiblement habitée. L'agriculture et l'élevage constituent les principales activités économiques de la population du pays estimée à 17 millions en 2016 ; ils occupent à eux seuls plus de 80% de la population active, et contribuent à plus de 40% au produit intérieur brut du pays. La superficie des terres agricoles, à savoir les terres de pâturage et les terres cultivées, est estimée à 43,78 millions d'hectares, représentant 35% de la superficie du pays ; mais, il faut noter que la superficie cultivée, à savoir les terres arables et les cultures permanentes, est seulement de 15 millions d'hectares, correspondant à 12% du territoire national. Les données du recensement général de l'agriculture et du cheptel, réalisé par le gouvernement en 2005, indiquent que le Niger compte 1.627.294 exploitations agricoles, pour une population agricole estimée à 10.108.795 personnes.

Selon ces données, la superficie moyenne par exploitation agricole est seulement de 4,12 hectares ; mais, elle varie d'une région à une autre, en fonction notamment de la densité de la population. La taille moyenne des exploitations agricoles tend, dans certaines régions, à se réduire d'année en année ; tandis que les rendements demeurent faibles et ne permettent guère de couvrir les besoins alimentaires des ménages toute l'année. Cette situation explique en grande partie la récurrence des crises alimentaires consécutives à des déficits de production doublés parfois d'une flambée des prix des denrées. Entre 2005 et 2016, il faut noter que le Niger a enregistré une succession de crises alimentaires et nutritionnelles, dont les plus dramatiques et les plus médiatisées sont celles de 2005 et 2010, qui ont affecté plusieurs millions de personnes à travers le pays. Cette succession de crises alimentaires, bien qu'elle soit principalement liée à des facteurs exogènes tels que la sécheresse et les invasions acridiennes, signe aussi l'échec des politiques d'inspiration libérale poursuivies par les autorités.

Depuis le début des années 1980, les autorités nigériennes ont décidé de mettre fin à deux décennies de politique agricole volontariste, orientée principalement vers la recherche de l'autosuffisance alimentaire, à travers l'intensification des cultures pluviales et irriguées et l'accroissement des cultures d'exportation. Cette politique reposait notamment sur la reconnaissance du rôle primordial de l'État dans le développement rural, à la fois comme pourvoyeur principal de fonds pour le financement de ce secteur, et comme acteur majeur de la commercialisation des produits agro-pastoraux. Les réformes initiées dans le cadre des plans d'ajustement structurel ont abouti à un désengagement progressif de l'État des secteurs de l'agriculture et de l'élevage, se traduisant notamment par une réduction drastique des dépenses publiques, notamment subventions publiques, une libéralisation totale du commerce des produits agro-pastoraux, une marchandisation des services aux producteurs, un effondrement des budgets alloués à la recherche publique agricole. Le pays s'est orienté ainsi vers des politiques dites de sécurité alimentaire mettant l'accent sur la nécessité de garantir la disponibilité d'une nourriture suffisante et saine, à des prix abordables pour tous, en combinant production nationale et recours aux importations. Aujourd'hui, bien que le pays ait consacré explicitement le droit à l'alimentation comme un droit humain fondamental à travers sa Constitution, aucun changement majeur n'est intervenu ni en matière de politiques publiques ni en matière de financement des secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Le pays continue d'enregistrer un déficit céréalier tendanciel correspondant à près de 20% des besoins courants, et doit importer chaque

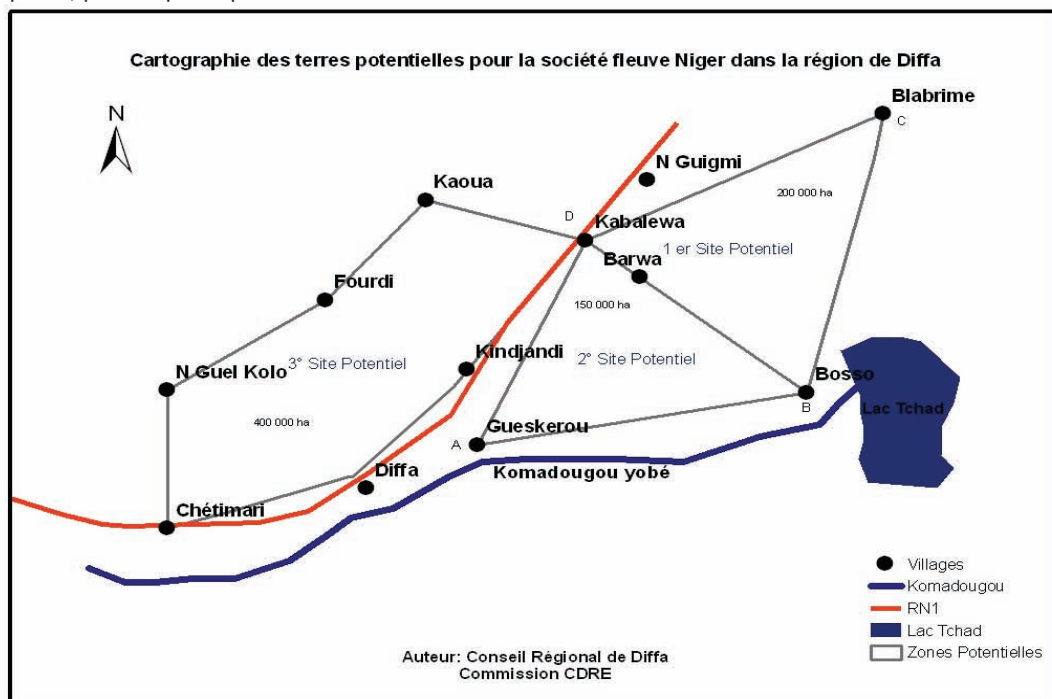
année entre 250 000 et 300 000 tonnes de céréales⁶. Les importations de produits alimentaires représentent, au cours de ces dernières années, près de 28% du total des importations et contribuent pour 66% au déficit commercial du pays. Cette situation démontre clairement que l'effet de levier attendu des politiques de libéralisation, notamment en termes d'accroissement de la production agricole, ne s'est pas encore produit au Niger; car, le désengagement de l'État du secteur agricole, qui était le pilier même de ces politiques, ne s'est pas accompagné. Jusqu'à une date récente, les investisseurs privés nationaux et internationaux ont montré peu d'intérêt à investir dans la production agricole; ils se sont contentés, dans le meilleur des cas, à reprendre certaines activités, telles que la commercialisation, abandonnées par l'État. La réticence des investisseurs privés s'explique par le fait que les investissements dans la production comportent des risques considérables dans un contexte marqué par une extrême vulnérabilité de l'agriculture à des chocs climatiques; et ce, à la différence des activités de commercialisation qui offrent plus de garanties de rentabilité à court terme, surtout dans un contexte de libéralisation leur permettant d'imposer leurs prix aussi bien aux petits producteurs agricoles qu'aux consommateurs. Ce constat est valable surtout pour les investisseurs privés nationaux qui, d'ailleurs, n'ont pas suffisamment de capitaux pour se lancer dans des grands projets d'agrobusiness; même s'il convient d'observer que de plus en plus d'investisseurs nationaux ont commencé à s'intéresser au secteur agricole, certainement en écho à ce que d'aucuns appellent la « nouvelle ruée vers les ressources foncières africaines ».

Selon un rapport du réseau national des chambres d'agriculture (RECA), environ 8 000 titres fonciers nouveaux, portant sur des superficies de plus dix (10) hectares, ont été octroyés au Niger entre 2005 et 2015. Le rapport du RECA indique que les superficies totales concernées par ces titres fonciers représentent 66 474 hectares, dont seulement 22 023 hectares immatriculés au nom de l'État, sans aucune précision quant à leur statut (domaine public ou domaine privé) et leur vocation. Les superficies totales concernées par des titres fonciers établis au nom de particuliers représentent 44 451 hectares, correspondant à celles de 10 800 exploitations agricoles sur la base d'une superficie moyenne de 4,12 hectares par exploitation agricole telle qu'établie par les résultats du recensement général de l'agriculture et du cheptel (RGAC) réalisé en 2005. Les régions de Tillabery et Niamey, parce qu'elles sont probablement riveraines du fleuve Niger, sont les plus touchées par ce phénomène d'attribution de titres fonciers; car, le rapport du RECA note que ces deux régions totalisent à elles seules 75% des superficies pour lesquelles des titres fonciers de plus de 10 hectares sont établis, si l'on prend en compte les titres établis au nom de l'État.

Par ailleurs, il faut noter que le constat le plus édifiant ressorti par le rapport du RECA ne concerne pas seulement l'étendue et la localisation des superficies objet d'appropriation; il porte surtout sur le nombre particulièrement réduit des propriétaires des titres fonciers pour des superficies supérieures à 10 hectares. Le décompte effectué par le RECA établit, en effet, le nombre total des propriétaires à 414, y compris l'État avec une superficie de 22 022 hectares, et indique également que 6 propriétaires totalisent à eux seuls 12 636 hectares, et 11 propriétaires totalisent 7 508 hectares. Sur la base de ces chiffres, le RECA note à juste titre « une tendance à la concentration du foncier dans les mains de quelques propriétaires »; tout en précisant que, compte tenu du fait que nombre d'acheteurs n'immatriculent pas leurs biens, les parcelles de plus de 10 hectares appropriées sont certainement plus nombreuses. Les données collectées par le RECA, sur la seule base des avis de bornage publiés à travers le quotidien étatique *Le Sahel*, montrent que l'accaparement des terres prend de plus en plus de l'ampleur au Niger; et à cet égard, l'exemple le plus emblématique au Niger en matière d'acquisition et de location de terres est bien celui porté par la société privée saoudienne *Al Horaish* à travers sa filiale nigérienne dénommée « *Fleuve Niger SA* ».

⁶ Chiffres donnés par le rapport du PAM (*Chocs et vulnérabilité au Niger : Analyse des données secondaires, 2010*).

En effet, la société Al Horaish est en pourparlers avec le Conseil régional de Diffa et les autorités centrales nigériennes, depuis deux (2) ans, pour la concession de 120 000 hectares de terres agricoles, dans le cadre d'un contrat de partenariat public/public visant à réaliser un projet agro-industriel. La zone d'implantation de ce projet d'aménagement des terres et d'installation d'unités de transformation, qui est le plus grand jamais envisagé au Niger, est située en grande partie (2/3) dans le sous-bassin proximal du lit du lac Tchad et pour le reste (1/3) dans le sous bassin proximal de la Komadougou. Comme le mentionne clairement le document de l'étude de faisabilité du projet, il s'agit « *de la partie jugée la plus fertile du bassin du lac et de la vallée du fleuve Komadougou* ». Les terres convoitées par la société Al Horaish correspondent à près de la moitié des superficies exploitables en irrigué et décruée autour de la Komadougou et du lac Tchad ; car, la totalité des superficies exploitables de la zone est estimée, selon le document même du projet, à 265 000 hectares, dont 182 000 dans le lit du lac Tchad, 75 000 le long de la Komadougou et 8 000 dans les cuvettes oasiennes de Mainié Soroa⁷. La zone d'implantation du projet, telle que décrite par ce document (voir carte), fait partie de la zone de production agricole et pastorale de la région de Diffa ; elle est occupée et exploitée déjà, au moins en partie, par des petits producteurs et des éleveurs.



Selon plusieurs experts nationaux et internationaux⁸, la partie nigérienne du lac Tchad et la vallée de la Komadougou Yobé constituent les principales zones de production agricole et d'élevage de la région de Diffa ; car, contrairement à la majeure partie du territoire de cette région essentiellement désertique et marquée par une faible pluviométrie, les abords du lac Tchad et de la Komadougou Yobé constituent des milieux humides propices à la fois à la culture et à l'élevage.

⁷ Données confirmées également par un rapport d'expertise collégiale publiée de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), « *Le développement du lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles* », sous la direction de Jacques Lemoalle et Géraud Magrin, IRD Éditions, collection expertise collégiale, Marseille 2014.

⁸ « *Le développement du lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles* », sous la direction de Jacques Lemoalle et Géraud Magrin, IRD Éditions, collection expertise collégiale, Marseille 2014.

Les rives du lac Tchad et de la Komadougou constituent non seulement la principale zone de concentration de la population autochtone de la région de Diffa, mais aussi une zone de « refuge climatique » attirant des milliers de migrants saisonniers et temporaires venant de l'arrière-pays ou d'autres pays sahéliens. La forte attractivité exercée par cette zone s'explique principalement par l'existence d'énormes potentialités (eau, terres de culture, pâturages, poissons, etc.), dont l'exploitation assure aux populations locales un bon niveau de sécurité alimentaire et des revenus monétaires non négligeables. C'est en tout cas ce qui ressort d'un rapport d'expertise réalisé par des chercheurs de l'IRD, qui notent que les systèmes de production développés par les populations de cette zone sont « *performants, extrêmement innovants et adaptés à la variabilité environnementale grâce à la mobilité, la diversification des activités et la multifonctionnalité de l'espace* ».

Le bassin du lac Tchad, une zone stratégique pour la sécurité alimentaire

Selon Dr Kiari Fougou Hadiza, la partie nigérienne du lac Tchad offre aux populations qui y vivent des ressources riches et variées. Dans sa thèse de géographie présentée en 2014, elle relève que les crues et décrues successives fertilisent régulièrement les sols et soutiennent une certaine humidité de ceux-ci, si bien que, par exemple, à proximité de Bosso, il est possible de cultiver jusqu'à trois cycles de maïs en une seule année, avec un rendement de plus de 1200kg de maïs par hectare dans la partie nigérienne.

Sur la base des données provenant d'autres chercheurs (Lemoalle et Magrin), Dr Kiari Fougou soutient que la production annuelle de maïs, sur l'ensemble du lac Tchad et de sa périphérie immédiate, varie de 600 000 à 900 000 tonnes ; tandis que celle du poivron, qui est l'une des principales ressources d'exportation de la région, est estimée à près de 10 000 tonnes, pour un chiffre d'affaires variant entre 7 et 8 milliards FCFA (Prêt et Konaté, 2005).

La partie nigérienne du lac Tchad est aussi un milieu d'élevage traditionnel où, affirme-t-elle, les troupeaux bénéficient de la présence de l'eau et de pâturages, soit sur les îles et leur pourtour en période de Tchad moyen, soit le long des berges et sur les zones de marnage en phase de « petit Tchad ». La géographe note que le cheptel est assez important dans le département de N'guigmi avec un effectif de 1 300 849 têtes, soit 509 268 UBT.

Outre l'agriculture et l'élevage, la partie nigérienne du lac Tchad, ainsi que la vallée de la Komadougou, sont aussi une zone de prédilection de la pêche pratiquée par divers groupes socioculturels, dont des migrants étrangers. S'appuyant sur les statistiques de la Direction des Douanes de Diffa, Dr Kiari Fougou soutient que l'économie de la pêche représente une valeur commerciale d'environ 7,4 milliards FCFA entre 1998 et 2003. L'importance du bassin du lac Tchad comme un milieu productif à haut potentiel a été soulignée également par d'autres études et travaux. C'est ce qui ressort notamment d'un document intitulé Plan de développement et d'adaptation au changement climatique du lac Tchad, qui note que « cet espace constituait un pôle exportateur de nourriture jouant un rôle important pour la sécurité alimentaire d'un arrière-pays comptant environ 13 millions et deux métropoles régionales millionnaires, N'djamena, la capitale du Tchad, et Maiduguri, la capitale de l'État du Bornou au Nigeria ».

Au regard de l'enjeu que représentent l'accès et le contrôle des ressources foncières du bassin proximal du lac Tchad et de la vallée de la Komadougou Yobé, il est aisé d'imaginer tous les obstacles juridiques que devra franchir le gigantesque projet de location de 120 000 hectares de terres agricoles concocté par la société saoudienne Al Horaish ; surtout que, fort du soutien de certains élus du Conseil régional de Diffa, l'initiateur de ce projet, à savoir la société « *Fleuve Niger SA* », filiale d'Al Horaish, n'envisage aucune transaction avec les communautés locales. Le document du projet souligne d'ailleurs que le seul risque social plausible viendrait de l'écho négatif que pourraient avoir sur les populations locales « *les systèmes de dédommagement réalisés dans d'autres projets au Niger* ». Ce document avertit clairement que le projet ne pourrait pas se réaliser si ces populations exigent « *des niveaux de dédommagement difficilement acceptables par l'investisseur, qui consent déjà de donner* ».

10% de son résultat annuel pour couvrir les aspects sociaux » ; et pour éviter une telle situation, il est suggéré au Conseil régional de Diffa de veiller à ce que « la population observe une certaine tempérance », notamment afin d'éviter que « des terrains non exploités fassent l'objet de revendication des familles ou des tribus, en dépit de la déclaration d'utilité publique », par le biais « de mouvements, des procès et autres formes d'opposition de nature à ralentir ou à décourager les investisseurs ».

Or, il importe de noter que les droits fonciers sont garantis et protégés au Niger par divers instruments juridiques relatifs aux droits humains, notamment la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, dont l'article 17 stipule que « toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété » et que « Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété ». Ces droits sont protégés également par la constitution du 25 Novembre 2010, dont l'article 28 stipule que « toute personne a droit à la propriété » et que « Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, sous réserve d'une juste et préalable indemnisation ». L'arsenal juridique relatif à la protection des droits fonciers comporte également toute une série d'autres textes de loi parmi lesquels on peut citer la loi N° 61-30 du 19 juillet 1961 fixant la procédure de confirmation d'expropriation des droits fonciers coutumiers, l'ordonnance N°93-015 du 2 mars 1993 fixant les principes d'orientation du code rural, la loi N° 2004-040 du 8 juin 2004 portant régime forestier au Niger.

Selon l'article premier de la loi N° 61-30 du 19 juillet 1961, « les droits coutumiers exercés collectivement ou individuellement sur les terres non appropriées selon les règles du Code civil ou du régime de l'immatriculation » sont confirmés et reconnus. Cette loi précise et détaille une gamme de procédures à suivre pour faire constater l'existence et l'étendue de ces droits : (i) l'acquisition de la propriété foncière rurale par succession depuis des temps immémoriaux et confirmée par la mémoire collective ; (ii) l'attribution à titre définitif de la terre à une personne par l'autorité coutumière compétente ; et/ou (iii) tout autre mode d'acquisition prévu par les coutumes des terroirs. L'ordonnance portant principes d'orientation du Code rural précise assez clairement que les terres acquises selon les coutumes de terroir bénéficient de la même protection juridique que celles acquises selon le droit écrit ou le Code civil. Cette sécurité juridique est réaffirmée à travers l'article 5 du Code rural qui dispose que « les droits qui s'exercent sur les ressources naturelles bénéficient d'une égale protection, qu'ils résultent de la coutume ou du droit écrit ». Les textes nigériens ne prévoient une privation de ces droits que pour « cause d'utilité publique » ; et là encore, seulement « sous réserve d'une juste et préalable indemnisation ».

Au Niger, il importe de noter que l'expropriation pour cause d'utilité publique, dont le principe est posé dans la Constitution du 25 novembre 2010, est régie par la loi n° 61-37 du 24 novembre 1961, modifiée par la loi N°2008-37 du 10 juillet 2008. Cette loi définit l'expropriation comme « la procédure par laquelle l'Etat peut, dans un but d'utilité publique et sous réserve d'une juste et préalable indemnité, contraindre toute personne à lui céder la propriété d'un immeuble ». La procédure d'expropriation commence d'abord, par la déclaration d'utilité publique, qui est faite par « décret réglementaire, sur proposition conjointe du ministre des finances et du ministre de la compétence duquel relèvent les travaux à exécuter, les opérations à réaliser ou les mesures à appliquer ». La loi précise que la déclaration d'utilité publique est toujours subordonnée à deux conditions préalables, à savoir : (i) l'inscription au budget de l'Etat de crédits provisionnels destinés au paiement des indemnités d'expropriation ; (ii) l'inscription au budget de la collectivité ou de la personne morale publique intéressée, de crédits destinés à la réalisation du projet. Si le projet doit être réalisé par une personne privée, la loi indique que la procédure est subordonnée à la garantie donnée par celle-ci que le financement des travaux ou opérations sera assuré.

Après la déclaration d'utilité publique, la procédure d'expropriation ne peut être effective qu'après une enquête d'environ deux (2) mois, dont le but est de faire l'inventaire des droits qui s'exercent sur le terrain ayant fait l'objet de déclaration d'expropriation pour cause d'utilité publique. La loi précise que cette enquête doit, d'une part être « *annoncée par tous les moyens de publicité habituels et notamment, par publication d'un avis au Journal Officiel* » ; et d'autre part, donner lieu au dépôt d'un dossier, consultable par toute personne concernée, comprenant l'avant-projet indicatif et un plan indiquant les limites des terrains nécessaires à sa réalisation. Cette enquête débouche, au plus tard un an après la publication de « *l'acte déclaratif d'utilité publique* », sur l'établissement d'un « *décret de cessibilité* », qui désigne les propriétés auxquelles l'expropriation est applicable. Comme tout acte à valeur juridique, le décret de cessibilité doit être publié au Journal Officiel et notifié par l'expropriant aux propriétaires d'immeubles visés dans ledit acte ou à leurs représentants, qui disposent d'un délai d'un mois pour faire connaître les titulaires de droits personnels ou réels de toute nature sur leur immeuble.

Selon les dispositions de la loi, les négociations en vue de la conclusion d'un accord d'indemnisation interviennent, après les formalités de constatations des droits, dans le cadre d'une commission présidée par le préfet de la localité ; mais, à défaut d'un accord à l'amiable, les intéressés sont assignés par l'expropriant devant la juridiction compétente, en l'occurrence le « *juge des expropriations* », dont la décision ne peut être attaquée que devant la cour de cassation. L'article 13 de la loi indique que l'indemnité d'expropriation comprend le dommage actuel et certain directement causé par celle-ci ; et qu'elle « *est établie en tenant compte dans chaque cas de la valeur des biens au jour du procès-verbal d'accord amiable de l'ordonnance d'expropriation sans qu'il soit besoin de tenir compte des modifications survenues à l'état des lieux depuis la publication de l'acte de cessibilité* ». Lorsque l'expropriation entraîne un déplacement de populations, la loi fait obligation de consulter toutes les personnes affectées, y compris celles du site d'accueil, et de prévoir un plan de réinstallation soutenu par un programme de développement local offrant suffisamment de ressources d'investissement à ces personnes. L'indemnisation et la réinstallation doivent être non discriminatoires, équitables, transparentes et respectueuses des droits humains des personnes affectées par l'opération.

LE DROIT À L'AUTO-DÉTERMINATION ET L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels reconnaissent tous deux le droit à l'auto-détermination, défini comme le droit de tous les peuples de disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, et de ne pas être privés de leurs moyens de subsistance. L'article 3 de la Déclaration de 2007 sur les droits des peuples autochtones réaffirme ce principe, lorsqu'il s'applique aux populations autochtones. Comme le reconnaît la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, le droit à l'auto-détermination exige que les gouvernements s'engagent à protéger les individus relevant de leur juridiction de façon à ce qu'ils ne soient pas privés de leur accès aux ressources productives suite, par exemple, à l'arrivée d'investisseurs nationaux ou étrangers. Le Comité sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale définit ce processus comme un aspect interne du droit à l'auto-détermination, qui garantit le droit de tous les peuples à assurer librement leur développement économique, social et culturel, sans interférence extérieure. Ce droit établit des liens clairs avec le droit de chaque citoyen de participer à la direction des affaires publiques, à tous les niveaux, comme le stipule l'article 5 (c) de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et l'article 25 du Pacte sur les droits civils et politiques, ainsi qu'avec le droit des minorités, reconnu par ce Pacte à l'article 27.

Extrait du Rapport 2009 du Rapporteur Spécial sur le droit à l'alimentation Olivier de Schutter

Un contrat léonin de partenariat public/privé au détriment des populations locales et du trésor public

Après l'examen de tous les documents relatifs au projet, il ressort que les principales parties prenantes, à savoir Al Horaish et le Conseil régional de Diffa, n'attendent que l'aval du gouvernement pour signer un contrat de bail emphytéotique de 99 ans, dans le cadre d'un partenariat public/privé. Le document de l'étude de faisabilité du projet indique que cette formule a été choisie pour quatre (4) raisons principales : (1) permettre au promoteur de réaliser des investissements structurants d'une certaine importance sans avoir à lui vendre la terre ; (2) donner au promoteur suffisamment de temps pour développer ses projets et récupérer ses investissements avec bénéfice ; (3) saisir l'opportunité pour faire de Diffa un pôle agricole et agro-industriel ouvert sur l'Afrique de l'Ouest et du Centre ; et (4) dynamiser l'économie régionale et nationale par la mise en valeur du bassin du lac Tchad et de la Komadougou. Il faut préciser que le bail emphytéotique est une sorte de contrat de location des terres pour une durée déterminée ; il confère au locataire des droits pratiquement identiques à ceux détenus par le propriétaire lui-même. Le partenariat public/privé est quant à lui une entente par laquelle l'État ou l'un de ses démembrements confie à un tiers, pour une durée déterminée, la responsabilité de concevoir, chercher des financements, réaliser, gérer et entretenir des ouvrages et équipements.

Outre les quatre (4) raisons ci-dessus évoquées, le document du projet précise que le choix de la formule de bail emphytéotique dans le cadre d'un partenariat public privé a été dicté d'abord, par la complexité du projet, qui « *nécessite des investissements de plus de 1000 milliards FCFA, dont la vitesse de croisière s'établit à la 5ème année et le retour sur investissements sur près de vingt (20) ans* » ; ensuite, par l'urgence de mettre les populations de la région à l'abri « d'un risque agro écologique et économique qui compromet gravement leur bien être et leur développement » ; enfin, par le rapport coûts/avantages, qui indique que « *l'économie d'échelle résultant de l'exploitation du périmètre va ramener les produits à des prix beaucoup plus bas que ceux observés au Niger et dans la sous région* ». Comme on peut aisément l'imaginer, l'évocation de ces trois (3) aspects importants ne vise qu'à contourner d'éventuelles difficultés qui pourraient naître de l'interprétation de certaines dispositions de l'Ordonnance N°2011-07 du 16 septembre 2011 portant régime général des contrats de partenariat public/ privé ; car, dans l'esprit de cette ordonnance, un contrat de partenariat public/ privé ne peut être envisagé que pour « la gestion et/ou la production du service public dont la personne morale publique a la responsabilité ».

Selon l'article 1 de cette ordonnance, il faut noter que le contrat de partenariat public/ privé est défini comme « *un contrat par lequel une personne morale de droit public, dénommée « délégant » délègue, pour une durée déterminée, la gestion et/ou la production du service public dont elle a la responsabilité, à une personne morale, dénommée délégataire* ». L'article 2 de l'ordonnance énonce quant à lui, quatre (4) principaux domaines pouvant faire l'objet d'un contrat de partenariat public privé, à savoir : (i) le financement d'une infrastructure, d'ouvrages et de services d'utilité publique ; (ii) la conception, la construction ou la transformation d'une infrastructure ou d'ouvrages d'utilité publique ; (iii) l'exploitation et/ou la gestion, la maintenance et/ou l'entretien d'une infrastructure ou d'ouvrage d'utilité publique ; et (iv) la mise en œuvre de programmes ou projets d'insertion et de promotion de l'emploi des jeunes. L'initiative d'un contrat de partenariat public privé peut venir non seulement d'une entité publique (État, collectivités territoriales ou leurs groupements, départements ministériels, établissements publics et sociétés d'État), mais aussi de « toute personne maîtrisant une technique ou technologie qui s'avère utile à la production ou la gestion d'un service public »⁹.

⁹ Article 12 du décret d'application de l'ordonnance portant régime général des contrats de partenariat public privé en République du Niger

Qu'il soit initié par une entité publique ou un opérateur privé, l'article 4 du décret d'application de l'ordonnance dispose clairement qu'un contrat de partenariat « *ne peut être conclu que si l'évaluation du projet prouve le caractère complexe, l'urgence et la faisabilité juridique, technique et économique dudit projet* ». Cet article précise que « *le caractère complexe du projet s'apprécie comme les difficultés pour la personne publique à fournir, par elle-même, les moyens techniques, juridiques, technologiques ou financiers nécessaires pour assurer l'exécution efficace et rentable des objectifs définis* » ; tandis que « *l'urgence est perçue comme un motif d'intérêt général résultant de la nécessité socioéconomique de rattraper un retard dû à la non réalisation d'une infrastructure d'utilité publique ou d'accélérer la croissance économique, dans un domaine ou une zone géographique donnée* ». L'entité publique ou l'opérateur privé, qui initie un projet en partenariat public privé, est tenu de réaliser une étude de faisabilité de son projet ; cette étude doit permettre de « *disposer d'un ensemble de dossiers montrant notamment l'intérêt économique et social du projet, le montage technique et financier, le montage juridique, le coût global, la technologie existante et la liste des partenaires potentiels qualifiés* ».

Au regard de ces dispositions, on peut d'ores et déjà relever que le principal obstacle pour la conclusion d'un accord de partenariat public/privé pour la réalisation du projet porté par la société Al Horaish, réside dans le fait qu'aucune évaluation n'a encore été faite ; et ce, ni pour confirmer ou infirmer la pertinence et la fiabilité de l'étude de faisabilité du projet réalisée par cette société elle-même, ni pour en apprécier objectivement les impacts environnementaux et socio-économiques. L'autre difficulté réside dans le rôle de partenaire principal que le Conseil régional de Diffa veut tenir dans le cadre de la négociation et de l'exécution d'un contrat de partenariat public/privé portant sur un domaine ne relevant pas de sa compétence. Certes, la loi prévoit la possibilité pour une collectivité territoriale d'initier un contrat de partenariat public/privé ; mais, elle indique aussi qu'un tel contrat ne peut se faire que dans un domaine relevant de la responsabilité de cette entité administrative. Cela signifie clairement que le Conseil régional de Diffa, en tant que collectivité territoriale, ne peut pas initier un partenariat public/privé pour la réalisation d'un projet de l'envergure de celui porté par la société Al Horaish ; car, aucun texte ne lui confère expressément des compétences, ni en matière de gestion des terres agricoles et pastorales, ni en matière de réalisation d'infrastructures de production et de transformation des produits agricoles.

Selon les dispositions du code général des collectivités territoriales, le Conseil régional délibère notamment dans les domaines de la politique de développement régional, de la création et de la gestion d'équipements collectifs, de la création de services d'intérêt régional, de l'aménagement du territoire et de la gestion administrative et financière de la région ; mais, le code général ne contient aucune indication précise permettant d'inclure dans les domaines de compétences d'un Conseil régional, la réalisation d'initiatives portant sur la mise en valeur des terres agricoles et pastorales, ainsi que l'installation d'unités de transformation agro-industrielle. C'est dire combien il est surprenant de voir le Conseil régional de Diffa tenter de jouer un rôle de premier plan dans le cadre de la négociation d'un contrat de partenariat public privé autour d'un projet de cette nature, et même prétendre être le délégant et le bénéficiaire exclusif de la redevance annuelle de location des terres ne lui appartenant pas. Les divers documents collectés par l'équipe de l'Observatoire du Droit à l'Alimentation, lors de sa mission sur le terrain, montrent clairement que le Conseil régional de Diffa a largement outrepassé ses prérogatives ; s'autorisant même quelques fois à confisquer celles dévolues par la loi à la Cellule de partenariat public/privé, et à jouer un rôle d'intermédiaire entre celle-ci et la société Al Horaish.

A ce propos, il convient de noter que le premier acte officiel, marquant l'engagement du Conseil régional de Diffa dans l'initiative agroalimentaire de la société Al Horaish, a consisté à adopter, au cours de sa session ordinaire tenue du 29 au 30 mai 2014, une délibération (N°2014-004) portant établissement des relations partenariales avec la société « *Fleuve Niger SA* », filiale d'Al Horaish. La délibération mentionne clairement que ces relations partenariales entrent dans le cadre de l'agroalimentaire et qu'elles portent sur la mise en valeur de cinquante mille (50 000) hectares et l'installation des usines de transformation des produits agricoles dans la région de Diffa. Cette délibération de mai 2014 a été suivie par une seconde délibération en date du 13 novembre 2014 « *portant adoption de l'étude de faisabilité du projet de complexe agroindustriel et autorisation de signature du protocole d'accord entre le Conseil régional de Diffa d'une part et la société « Fleuve Niger SA» d'autre part* ». L'article 1 de cette dernière délibération, qui constitue l'acte 2 de l'engagement du Conseil régional, fait cas de l'adoption de l'étude de faisabilité, de l'autorisation de signature d'un protocole d'accord avec la société « *Fleuve Niger SA* » et de la transmission du dossier à la Cellule d'appui au partenariat public privé. L'article 3 donne mandat au Président du Conseil régional « *d'étudier les conditions et les modalités de mise en œuvre dudit projet dans l'intérêt des populations* ».

Au cours de cette session du Conseil régional, il faut noter que seuls cinq (5) conseillers étaient absents et que la délibération a été adoptée à l'unanimité des membres présents ; mais, il faut surtout retenir que cette session fut aussi l'occasion pour la société « *Fleuve Niger SA* » de présenter le résultat de l'étude de faisabilité de son projet, en présence d'une mission de l'administration centrale. Cette mission spécialement venue de Niamey comprend un conseiller spécial du Premier ministre, un représentant de l'initiative 3 N, un représentant de la Cellule d'appui au partenariat public/privé, un conseiller technique du ministre de l'Agriculture, un représentant du ministre de l'Hydraulique, un représentant du ministère de l'Élevage et un représentant du ministère de l'Environnement et BEEI. La composition de cette mission de l'administration centrale, où figurent pratiquement des représentants de tous les ministères et institutions concernés par un tel projet, témoigne à elle seule de toute l'importance que les responsables du Conseil régional attachent à la réalisation du projet porté par la société « *Fleuve Niger SA* » ; car, comme on peut l'imaginer, l'objectif d'une telle démarche est d'une part de montrer aux membres du Conseil régional que l'initiative est bien connue et peut-être même avalisée déjà au plus haut niveau de l'État, et d'autre part de la légitimer à travers un vote solennel de l'assemblée régionale précédée de quelques heures de discussions.

Selon les témoignages recueillis auprès de certains élus régionaux, la plupart des membres du Conseil régional de Diffa n'ont jamais pris connaissance de l'intégralité du rapport de l'étude de faisabilité qu'ils ont adopté ; ils affirment que toutes les discussions au cours de cette session ordinaire bien spéciale de novembre 2014 ont été faites autour d'une présentation synthétique faite par un représentant de la société « *Fleuve Niger SA* ». L'analyse des quelques documents officiels du Conseil régional de Diffa relatifs au projet de la société « *Fleuve Niger SA* », révèle que le jour où s'est tenue la session consacrée audit projet, c'est-à-dire le 13 novembre 2014, a également été signé le protocole d'entente avec la société « *Fleuve Niger SA* ». Ce qui laisse croire que tout le dossier était déjà bien préparé, et que seule restait à élaborer la lettre de transmission de l'étude de faisabilité du projet de complexe agroindustriel au Secrétaire permanent de la Cellule d'appui au partenariat public/privé. La lettre en question est datée du 23 novembre 2014, soit dix (10) jours après la délibération du Conseil régional de Diffa et la signature du protocole d'entente entre ce dernier et la société « *Fleuve Niger SA* ».

A ce jour, il est difficile de savoir quelle suite a été réservée à cette étude de faisabilité transmise, depuis le 23 novembre 2014, au Secrétaire permanent de la Cellule d'appui au partenariat public/privé. Le Vice-président du Conseil régional de Diffa a remis à l'équipe de l'Observatoire du droit à l'alimentation, en mission à Diffa, une mouture du contrat de partenariat, probablement élaboré par des personnes au sein de la Cellule d'appui au partenariat public/privé. Cette mouture précise que le projet objet dudit contrat « *consiste en l'aménagement et la mise en valeur agricole de 120 000 hectares en trois phases* » : une 1ère phase d'une durée de 20 ans, consacrée à l'aménagement et la mise en valeur de 50 000 hectares, et à la mise en place de 14 unités de transformation agroindustrielle ; une 2ème phase d'une durée 20 ans, consacrée elle aussi à l'aménagement et la mise en valeur de 50 000 hectares, et à la mise en place d'unités agroindustrielles en complément de celles déjà existantes ; et une 3ème phase d'une durée de 28 ans, consacrée à l'aménagement et la mise en valeur de 18 000 hectares, et à la mise en place de nouvelles unités agroindustrielles. Le projet sera réalisé dans une logique de BOT (Build-Operate-Transfert) sur des sites situés dans les départements de N'guigmi, Bosso et Diffa dans la zone proximale du lit mineur du lac Tchad et de la Komadougou Yobé.

Selon l'article 5 de cette mouture du contrat, le coût global des réalisations est de 6 467 milliards FCFA, dont une contribution de l'État de 1 616 milliards FCFA en termes d'exonération. Le financement des investissements prévus dans le cadre du projet sera assuré à 100% par le délégataire, à savoir la société Al Horaish, qui sera « rémunéré par les revenus tirés des produits d'exploitation du projet, notamment à travers ses différentes composantes et des recettes tirées des activités de valorisation dans les conditions définies d'accord parties ». L'article 19 du projet de contrat fixe le montant annuel de la redevance pour la location des terres à 500 millions de FCFA entre la 1ère et la 3ème année d'exploitation, 700 millions de FCFA entre la 4ème et 6ème année d'exploitation et un (1) milliard de FCFA à partir de la 7ème année. Cela signifie que le loyer acquitté par Al Horaish sera de 10 000 FCFA par hectare entre la 1ère et la 3ème année, 14 000 FCFA entre la 4ème et la 6ème année, et 20 000 FCFA à partir de la 7ème année. Cette redevance sera versée au budget du Conseil régional, qui ne pourra l'utiliser que pour la mise en œuvre du plan de développement des communes de la région de Diffa. La société Al Horaish s'engage aussi à céder au Conseil régional 15% du capital social de la société de projet durant toute la durée du projet à compter de la signature du contrat ; de même, il s'engage à « *verser la zakat, à compter de l'année de mise en exploitation du projet, destinée à soutenir les populations vulnérables de Diffa prioritairement et du Niger en général, dans les conditions définies d'accord parties, en étroite collaboration avec les autorités administratives et coutumières compétentes* ».

Outre le versement de la redevance et de la zakat, l'article 9 du projet de contrat dispose que « *le délégataire s'engage de mettre en place des infrastructures socioéconomiques dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations de Diffa* ». Les infrastructures prévues concernent notamment la mise en place des réseaux électriques (gasoil et solaire) et d'adduction d'eau potable, la construction de 15 centres de santé équipés, de 35 écoles équipées (30 complexes primaires et 5 CEG) avec logements de maîtres, une cité du personnel d'encadrement et une cité ouvrière. L'article 20 du projet de contrat prévoit également une série d'engagements du délégataire relatifs au transfert des technologies et compétences par le biais notamment de la formation de son personnel, l'accueil des stagiaires de tous les niveaux, l'encadrement des doctorants et l'appui à la recherche appliquée à travers l'INRAN et autres dispositifs de recherche agricole et technologique. Le document de l'étude de faisabilité souligne quant à lui que les principaux avantages liés à ce projet sont, d'une part « *la création de plus 13 000 emplois permanents et 5 000 emplois saisonniers* », et d'autre part sa « *contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la lutte contre la pauvreté et la balance commerciale du pays* ».

En contrepartie de tous ces « *bienfaits* », le projet de contrat prévoit d'accorder à la société Al Horaish divers avantages fiscaux, aussi bien pendant la phase de conception et réalisation du projet que pendant la phase d'exploitation. Ces avantages fiscaux comprennent notamment : (i) une exonération totale des taxes et droits perçus par l'État, y compris la taxe sur la valeur ajoutée, sur les prestations de service, les travaux et services concourant directement à la réalisation du projet ; (ii) une exonération des droits et taxes à l'importation, à l'exception des centimes additionnels communaux, du prélèvement communautaire de solidarité, du prélèvement communautaire de la CEDEAO, de la redevance statistique et de la taxe de l'OHADA, pour les matériels et équipements, les matières premières, les parties et pièces détachées, les matériaux et fournitures destinés au projet ; (iii) une exonération de l'impôt sur les bénéfices et de l'impôt minimum forfaitaire pendant 10 ans, de la taxe professionnelle et de la taxe immobilière pendant toute la durée du contrat, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits exportés pendant toute la durée du projet, de la taxe sur la valeur ajoutée sur les achats locaux pendant les 5 premières années ; (iv) une imposition du revenu des valeurs mobilières au taux réduit de 20% et une réduction de 50% du taux des droits et taxes sur les carburants (gas-oil, fuel-oil) et de toute autre source d'énergie utilisée dans les installations fixes.

Outre tous ces avantages, le projet de contrat prévoit non seulement, une dispense d'inspection avant embarquement pour tous les matériels et équipements, les matières premières, les parties et pièces détachées, les matériaux et fournitures importés destinés au projet ; mais aussi, un régime de stabilité fiscale pendant toute la durée du projet, permettant à Al Horaish d'échapper à tous les impôts et taxes à caractère fiscal dont la création est intervenue après la signature du contrat, sauf lorsque cela lui est profitable. Comme l'a si bien souligné le document de l'étude de faisabilité du projet, le cumul de tous ces avantages fiscaux constitue, à n'en point douter, un énorme manque à gagner pour le trésor public ; mais, le plus grave dans cette transaction reste le risque de spoliation des populations locales, dont les terres pourraient faire l'objet d'une expropriation, sans aucune indemnisation digne de ce nom. L'article 23 du projet de contrat dispose clairement que la signature dudit contrat « *vaut autorisation d'occupation du domaine public constitutive de droits réels* » ; non sans préciser que six (6) mois après l'entrée en vigueur du contrat, « *le délégant met les terrains, purgés de tout droit de tiers, à la disposition du délégataire* ». Cet article ajoute également que « *les terrains déclarés d'utilité publique et mis à la disposition du délégataire doivent être libres de toute entrave autres que : (i) les servitudes administratives et d'urbanisme définis par les documents d'urbanisme applicables ; et (ii) les servitudes conventionnelles, légales et judiciaires* ».

Ainsi, il est au moins très évident que, dans l'esprit de ce projet de contrat de partenariat public/privé, la société Al Horaish ne supportera aucune charge liée à une éventuelle indemnisation des populations ; et on comprend bien que c'est pour justement ne pas avoir à supporter une telle charge qu'elle a cherché et obtenu l'engagement du Conseil régional de Diffa dans son initiative. Comme l'ont si bien souligné plusieurs acteurs régionaux rencontrés lors de la mission de terrain de l'équipe de l'Observatoire du droit à l'alimentation, le Conseil régional ne sert, visiblement, que de couverture à une initiative dont le but ultime est de déposséder les populations des immenses terres agricoles et pastorales des rives du lac Tchad et de la Komadougou Yobé ; et c'est certainement la raison pour laquelle le Conseil régional s'est arrogé le pouvoir de délibérer solennellement, sous le regard bienveillant de fonctionnaires issus des administrations compétentes, sur une étude de faisabilité d'un projet qui n'est pas réellement le sien et qui n'entre pas dans son champs de compétence. Les propos enthousiastes tenus par le responsable de la Cellule d'appui au partenariat public/privé, lors d'un entretien en 2015, laissent croire que le Conseil régional n'est qu'un courtier idéal pour tout le monde dans cette opération d'accaparement des terres : d'abord, pour la société Al Horaish, qui a besoin de

lui pour masquer la nature véritable de son initiative, sous le sceau d'un contrat de partenariat public privé ; et enfin, pour certains acteurs gouvernementaux, qui ont intérêt à le laisser agir à sa guise pour ne pas avoir à se mouiller dans une sale affaire.

En dépit de toute l'indignation soulevée par ce projet, il est frappant de constater que le gouvernement nigérien continue de garder le silence, alors même qu'il appartient au Premier ministre seul d'autoriser la signature d'un accord de partenariat public/privé. L'article 3 du décret N°2011-559/PRN/PM dispose que « *le Premier ministre assure la haute autorité sur les contrats de partenariat et dispose à cet effet du pouvoir de non objection* ». Le silence du gouvernement nigérien est d'autant plus incompréhensible que les enjeux liés à ce projet sont des plus importants, tant sur le plan socio-économique et environnemental que sur le plan politique. En effet, il ne faut pas oublier que les négociations autour de ce projet se déroulent au moment où une bonne partie de la population vivant jadis sur les rives du lac Tchad et de la Komadoukou Yobé s'est retrouvée contrainte d'abandonner ses terres. Les réactions des responsables du Conseil régional de Diffa, en particulier celles de son Président, laissent croire que le gouvernement soutient cette initiative; même si certaines sources affirment que, sans y être véritablement opposées, les autorités gouvernementales ont pris l'option de ralentir tout le processus de négociation.

Selon ces sources, le gouvernement hésiterait à autoriser la signature de ce contrat de partenariat public privé, en raison d'une part du contexte sécuritaire qui prévaut actuellement dans la région de Diffa, et d'autre part de l'absence dans le dossier du projet d'une étude d'impact environnementale. C'est le lieu de rappeler qu'en vertu des dispositions de l'Ordonnance N° 97-001 du 10 janvier 1997 portant institution des études d'impact sur l'environnement, la mise en œuvre d'un projet de l'envergure de celui porté par la société Al Horaish est subordonnée à la réalisation d'une étude d'impacts environnementaux. L'article 4 de cette ordonnance stipule que « *les activités, projets ou programmes de développement, qui, par l'importance de leurs dimensions ou leurs incidences sur les milieux naturel et humain, peuvent porter atteinte à ces derniers sont soumis à une autorisation préalable du ministre chargé de l'environnement* ». Cette autorisation est accordée par le ministre sur la foi des résultats d'une étude menée, à l'initiative du promoteur, par le Bureau d'évaluation environnementale et des études d'impact (BEEE), qui est un organisme public « *réunissant les différents spécialistes nécessaires pour une appréciation correcte du rapport de l'étude d'impact et des conséquences d'un projet sur tous les aspects de l'environnement* ». La notion d'impact sur l'environnement s'entend des « *changements négatifs ou positifs que la réalisation d'un projet, d'une activité ou d'un programme de développement risque de causer à l'environnement* ».

Un conseiller régional dénonce une manipulation

"Je suis un conseiller Régional de Diffa. Lorsqu'on nous a présenté ce projet, j'avais eu beaucoup d'inquiétudes, vu l'étendue des terres cultivables qu'ils veulent s'approprier. Certains étaient favorables avant même la présentation du Projet, parce qu'ils étaient des véritables complices ; mais, la majorité des Conseillers régionaux ont été trompés. Ils ont favorablement accueilli ce projet croyant que c'était une opportunité pour le développement de la Région.

Les complices, qui étaient très favorables, se sont beaucoup agités autour de cette affaire pour chercher l'unanimité du Conseil. Il y a eu une mission éclair au niveau des différents Chefs-lieux des communes pour informer la population ; mais, la population concernée ne sait pas encore ce qui se trame contre elle. Au début, j'avais beaucoup d'inquiétudes, mais lors de la présentation, compte tenu de la présence des cadres de certains Ministères, dont des ressortissants de Diffa, et compte tenu des nombreuses questions d'éclaircissement, des inquiétudes et de nombreuses réserves qu'ils ont émises, j'en suis sorti soulagé, pensant que l'État n'acceptera jamais ce projet à risque de Conflit... Tout celui qui veut la PAIX et la SÉCURITÉ de notre Région et de notre Pays doit combattre ce projet."

Texte publié sur les réseaux sociaux par Bintoumi Boukar Koulouma, Conseil régional, membre de la commission de développement rural

Un projet agro-industriel porteur de menaces graves pour les populations locales

A l'heure actuelle, aucune évaluation indépendante des impacts du projet de la société Al Horaish n'est disponible ; mais, cela n'empêche pas aux auteurs de l'étude de faisabilité de soutenir que ledit projet n'aura pas de conséquences environnementales significatives. Le document de l'étude de faisabilité soutient même que le projet contribuera à « la régénération des ressources naturelles de cette zone actuellement menacée ». Le maintien des niveaux d'humidité élevés dans le lit majeur du lac Tchad va engendrer, mentionne-t-il, « *un nouvel écosystème favorable au développement d'espèces végétales et animales jadis en forte récession numérique ou variétale* ». La perte des habitats/biotopes dans les zones occupées par les sites de production et d'habitation sera compensée largement par « *les avantages procurés par la revitalisation générale sur une aussi grande échelle aux abords du lac Tchad et de la Komadougou* » ; tandis que la destruction de la flore arbustive dominée par le prosopis serait largement compensée par « *les reboisements massifs de haies vives autour du site, de brise-vents, ainsi que la grande arboriculture qui sera développée* ». La perte des pâturages naturels serait compensée par la mise à la disposition des éleveurs de la bagasse, aliment bétail dont « *la valeur énergétique est de loin supérieure au disponible fourrager herbacé rencontré actuellement* ».

Par ailleurs, le document de l'étude de faisabilité précise que le projet prendra des dispositions pour éviter « *les intoxications du personnel, des animaux et des poissons par des pesticides ou produits dérivés du pétrole utilisés dans les exploitations* ». Il contribuera à la gestion du milieu aquatique dans l'optique de préserver les ressources halieutiques et n'utilisera que des semences non OGM ; mais, il introduira « *des variétés de haute qualité et de haut rendement, ainsi que des laitières adaptées à la zone méditerranéenne* ». C'est le lieu de relever que ces engagements rejoignent d'une certaine manière les cinq (5) conditions résolutoires¹⁰ mentionnées à l'article 11 du projet de contrat en cours de négociation, à savoir : (i) la dissimulation ou la manipulation volontaire des informations ayant déterminé la sélection du partenaire ; (ii) l'introduction des organismes génétiquement modifiables (OGM), des semences, produits phytosanitaires et engrais prohibés ; (iii) l'usage du blanchiment de capitaux pour financer le projet ; (iv) le défaut de disponibilité effective de financement suivant le plan de financement dans les six (6) mois à compter de la mise à disposition effective des terrains par le délégant ; et (v) le défaut de démarrage effectif des études six (6) mois après la mise à disposition effective des terrains par le délégant.

En dépit de l'absence d'une évaluation fiable, le responsable de la Cellule partenariat public/privé et le Président du Conseil régional de Diffa restent convaincus que le projet d'aménagement et de mise en valeur du lit du lac Tchad et de la Komadougou est incontestablement une initiative heureuse pour la région de Diffa ; faisant visiblement ainsi fi du fait qu'une telle initiative ne peut que favoriser l'accaparement des terres agricoles et pastorales par des investisseurs étrangers dont l'objectif n'est ni de lutter contre l'insécurité alimentaire, ni de sortir les populations de la pauvreté. La lecture attentive du document du projet fait ressortir d'ailleurs que l'objectif principal de la société saoudienne Al Horaish est avant tout de produire pour la satisfaction des besoins alimentaires de la sous-région ouest-africaine ; alors même qu'il est de notoriété publique que, même en période de bonnes récoltes, la production alimentaire nationale est insuffisante pour couvrir les besoins de la population. Le document du projet indique que le principal marché visé est celui du Nigeria, « *au regard de la forte demande potentielle en tous produits alimentaires* », suivi de l'Afrique

¹⁰ Les conditions résolutoires s'entendent des faits et pratiques pouvant aboutir à une résiliation du contrat par le délégant.

centrale et de tous les autres pays d'opportunité. Le tableau ci-dessous montre d'ailleurs que l'essentiel des productions envisagées dans le cadre du projet est destiné à l'exportation. Ce qui n'est pas surprenant puisque le souci premier des investisseurs privés est de s'orienter vers les produits les plus recherchés sur le marché.

Tableau : Superficies mises en culture par type de spéculation

Spéculation	Superficie par année en ha									
	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	An 9	An 10
Canne „ sucre	2 000	4 000	6 000	8 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Blé	1 000	2 000	3 000	4 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Riz	2 000	4 000	6 000	8 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Ma...	4 000	8 000	12 000	16 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Oignon	500	1 000	1 500	2 000	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Tournesol	1 000	3 000	5 000	7 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000
Luzerne	500	1 000	1 500	2 000	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Pomme de terre	1 000	2 000	3 000	4 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Tomate	500	1 000	1 500	2 000	2 500	2 500	2 500	500	2 500	2 500
Patate douce	500	1 000	1 500	2 000	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Dattiers	500	1 000	1 500	2 000	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Agrumes	500	1 000	1 500	2 000	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Total	14 000	29 000	44 000	59 000	74 000	74 000	74 000	74 000	74 000	74 000

En effet, il importe de noter que la stratégie des investisseurs saoudiens, partout où ils se sont accaparés des vastes superficies agricoles, a toujours été orientée vers l'exportation des produits agro-alimentaires ; car, s'il est vrai que l'un des objectifs poursuivis par ces investisseurs est bien sûr d'assurer l'approvisionnement du royaume, il n'en demeure pas moins vrai que leur motivation première vient d'abord de la perspective de gains financiers faciles liée à la croissance prévisible de la demande alimentaire mondiale. C'est ce qu'affirme l'Institute for Poverty, Land and Agrarian Studies, dans son point d'information intitulé « *L'accaparement des terres en Afrique et les nouvelles politiques alimentaires* ». L'institut estime qu'après la crise financière mondiale, nombre d'investisseurs « *ont voulu investir dans des actifs plus tangibles et se sont tournés vers les terres agricoles, se disant que la demande croissante pour des denrées alimentaires et du carburant en ferait un investissement sûr dans un système mondial de plus en plus imprévisible* ». La plupart des projets portés par les investisseurs des pays du golfe, en particulier ceux d'Arabie Saoudite et du Qatar, s'inscrivent eux dans une double optique : d'abord, « *sécuriser des terres et de l'eau en dehors de leur territoire en vue d'assurer outremer la production de nourriture pour leur population croissante* ¹¹ » ; et enfin, fructifier rapidement, à travers des investissements dans l'agriculture, les immenses fonds générés par l'exploitation pétrolière et la spéculation sur les marchés financiers mondiaux.

¹¹ « L'accaparement des terres en Afrique et les nouvelles politiques alimentaires », document Point d'information publié par Institute for Poverty, Land and Agrarian Studies.

En l'absence d'une étude d'impacts du projet porté par la société Al Horaish, il nous paraît important de prendre en considération les conclusions et recommandations formulées à l'endroit de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) par un groupe de chercheurs de l'IRD dans le cadre de leur rapport d'expertise collégiale intitulée « *Le développement du lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles* ». Traitant des futurs possibles du lac Tchad à l'horizon 2100, ces chercheurs soulignent que les enjeux du développement durable s'y déclinent autour de deux défis fondamentaux : « *nourrir une population locale et régionale en croissance rapide, fournir des emplois à une jeunesse nombreuse à laquelle le mode de développement par l'urbanisation rentière ne fournit pas d'avenir* » ; et partant de cela, les chercheurs de l'IRD considèrent que, « *si la vocation du lac est de constituer un pôle de production alimentaire* », les décideurs des États riverains devront choisir entre agriculture familiale et agriculture d'entreprise capitalistique. Eu égard aux deux principaux défis ci-dessus évoqués, le choix entre ces deux modèles doit tenir compte du fait que l'agriculture familiale a fait déjà la preuve de sa capacité à favoriser la sécurité alimentaire et à jouer un rôle de soupape sociale et de pourvoyeur d'emplois ; alors que le modèle de l'agriculture d'entreprise capitalistique, qui est basé sur les aménagements hydro-agricoles modernes, a montré partout qu'il ne peut répondre au défi alimentaire que s'il est tourné vers le marché intérieur, et qu'il libère de nombreux bras de l'agriculture dans un contexte où les villes offrent peu d'emplois modernes.

Selon les chercheurs de l'IRD, si les décideurs des États riverains du lac Tchad font le choix de promouvoir l'agriculture d'entreprise capitalistique, à travers notamment la création de grands périmètres irrigués publics et privés, ils devront alors être conscients qu'un tel choix comporte de nombreux risques. D'abord, le risque de voir « *l'orientation vers les agro-carburants ou l'exportation* » pénaliser « *la sécurité alimentaire tout en ayant de faibles retombées fiscales pour les États* » ; ensuite, celui de voir les investissements à grande échelle provoquer « *une crise des systèmes d'agriculture familiale fondés sur la multifonctionnalité et la décrue en accentuant la pression sur les terres, en provoquant une fragmentation de l'espace synonyme d'exclusion de l'élevage, en précarisant la tenure foncière* » ; et enfin, le risque de voir « *la forte mécanisation introduite dans le sillage de ces entreprises jusqu'aux promoteurs agricoles nationaux* » réduire l'emploi agricole et accélérer ainsi l'exode rural. En conclusion du chapitre de leur rapport consacré à l'analyse des systèmes de production, les chercheurs de l'IRD estiment que « *le caractère très intensif en main-d'œuvre de ces systèmes multi-actifs doit être considéré au regard de celui très extensif en travail proposé l'agriculture capitalistique, porteur de risques en termes de sous-emplois* » ; car, soutiennent-ils, « *les modèles capitalistes reposent généralement sur la modernisation des pratiques (intrants, mécanisation, etc.) et des investissements en capital qui conduisent généralement à l'exploitation d'une ressource unique (l'eau dans le cas des aménagements hydro-agricoles modernes par exemple) en excluant les autres activités* ».

Quoi qu'il en soit, il est indéniable que le projet saoudien d'accaparement des terres agricoles autour de la Komadougou et dans le lit du lac Tchad, s'il venait un jour à se concrétiser, aura des répercussions particulièrement graves sur la situation socioéconomique et politique de la région de Diffa ; car, non seulement il accentuera les conflits, déjà assez marqués, autour de l'accès aux ressources naturelles, mais il contribuera également à précariser une bonne partie de la population de la région qui, à l'heure actuelle, a déjà atteint un niveau de paupérisation presque irréversible. Le gouvernement nigérien semble l'avoir un peu compris lui-même, puisque certaines sources indiquent qu'il a décidé de retarder la signature du contrat tant souhaité par la société Al Horaish. Les hésitations du gouvernement porteraient notamment sur l'évaluation des éventuels impacts environnementaux (aucune étude d'impacts n'est encore faite) et sur la délimitation claire de site d'implantation du projet. Ce qui laisse penser que les autorités nigériennes sont apparemment bien conscientes que la

signature de ce contrat, surtout dans le contexte actuel de conflit armé, ne ferait que donner du crédit au discours accusateur insinuant que l'évacuation forcée des îles et villages du lac Tchad en mai 2015 n'avait aucun autre objectif que celui de préparer le terrain à l'accaparement des terres agricoles de la région par les investisseurs saoudiens. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles aucun contrat n'a encore été signé avec Al Horaish ; mais, il faut bien se garder de croire que le projet est définitivement enterré.

En effet, il est plus que certain que les investisseurs saoudiens reviendront à la charge dans un futur proche, peut-être avec des propositions plus attrayantes, mais toujours à leur avantage, pour tenter d'acquérir des terres agricoles au Niger; et ce, aussi bien dans le lit du lac Tchad et autour de la Komadougou, une fois la paix restaurée dans la région de Diffa, qu'ailleurs dans le pays, notamment autour du fleuve Niger, une fois le barrage de Kandadji achevé¹². Ce n'est pas d'ailleurs un hasard si la filiale nigérienne de la société Al Horaish s'appelle « *Fleuve Niger SA* ». Certaines sources indiquent que l'idée initiale de cette société était de développer son projet dans la zone du fleuve. Bien qu'elle soit moins riche que le lit du lac Tchad et le pourtour de la Komadougou, cette zone offre l'avantage d'abriter prochainement une infrastructure capitale pour l'implantation d'un projet agro-industriel, à savoir le barrage de Kandadji qui va offrir des opportunités aussi bien pour le développement des cultures irriguées que pour l'alimentation en énergie des usines de transformation. Les investisseurs des pays du golfe sont d'ailleurs d'autant plus fondés à convoiter les terres agricoles de cette zone que leurs pays font partie des principaux bailleurs de fonds du projet Kandadji à travers la Banque Islamique de Développement (BID)¹³. Les accords signés avec les bailleurs de fonds de ce projet laissent entendre que l'essentiel des superficies aménagées sera confié à des grands exploitants ; car, c'est à cette condition seulement, nous dit-on, que l'État du Niger pourra rentabiliser l'ouvrage et rembourser sa dette auprès des bailleurs de fonds du projet.

Cependant, il importe de souligner que pour l'heure les projets d'accaparement des terres agricoles doivent d'abord franchir deux obstacles majeurs ; à savoir le grand retard accusé dans le parachèvement du barrage de Kandadji, plombé par des affaires sombres, et l'insécurité dans le bassin du lac Tchad. La vigilance doit néanmoins être de mise chez tous les acteurs engagés dans la lutte contre l'accaparement des terres agricoles ; car, ce phénomène dont on n'entendait guère parler que sur les médias internationaux est déjà dans notre cour. La tentation est grande pour les dirigeants des pays comme le Niger, qui sont dépourvus de ressources financières ou qui manquent de volonté politique pour investir dans l'agriculture, de mordre à l'hameçon des investisseurs étrangers en quête des terres agricoles ; surtout maintenant qu'ils peuvent bénéficier de l'encouragement des institutions telles que la Banque mondiale, qui les invitent d'ores et déjà à « *moderniser, au cours de la décennie, les procédures complexes qui régissent le droit foncier et la gestion des terres en Afrique* ¹⁴ ». En apparence très noble, l'invitation de la Banque mondiale à investir dans la réforme de la gouvernance foncière ne vise rien moins qu'à poser les jalons d'une ruée plus contrôlée et réglementée des investisseurs vers les terres agricoles africaines ; d'autant que la réforme foncière dont il est question ne peut être que d'inspiration libérale, et ne peut viser autre chose que l'ouverture envers les investisseurs étrangers, dont l'intérêt accru pour les terres agricoles est considéré comme une opportunité à saisir et non point comme une menace à conjurer.

¹²L'achèvement du barrage de Kandadji est officiellement prévu pour la fin 2017.

¹³ La BID est, avec la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement et l'AFD, l'un des principaux bailleurs de fonds du projet Kandadji dont le coût global est estimé à 785 millions de dollars US.

¹⁴ « Transformer l'agriculture, stimuler la croissance et mettre fin à l'extrême pauvreté en Afrique », communiqué de la Banque mondiale, publié le 22 juillet 2013 sur le site de la Banque (www.banquemondiale.org).

En tout cas, il est évident que sur les rives du fleuve Niger comme dans le bassin du lac Tchad, où les enjeux liés au contrôle et à l'accès des gisements pétroliers semblent déjà peser lourd sur la sécurité et la stabilité politique dans les États riverains, les convoitises autour des terres agricoles ne manqueront pas d'alimenter de nouveaux conflits. L'arrivée probable dans cette zone trouble d'investisseurs étrangers intéressés par les terres agricoles constitue, à n'en point douter, une menace sérieuse pour les petits exploitants et les éleveurs ; car, les nouveaux systèmes de production qui vont se mettre en place vont à coup sûr bouleverser, non seulement les règles foncières coutumières en vigueur, mais aussi les systèmes traditionnels de production pratiqués par les populations. Les grands projets d'aménagement agricole tels que celui porté par la société Al Horaish permettront sans doute d'accroître la production agro-pastorale ; mais, ils ne pourront certainement pas avoir autant d'impact positif sur la sécurité alimentaire et le niveau de revenus des populations riveraines du bassin du lac Tchad que les petites exploitations familiales. C'est d'ailleurs l'une des conclusions fortes qui ressort d'une étude récente réalisée par l'IRD pour le compte de la Commission du Bassin du Lac Tchad¹⁵. Les auteurs de cette étude soulignent haut et fort que les petits exploitants des rives du lac Tchad produisent déjà, avec les moyens de bord, suffisamment de nourriture pour couvrir les besoins alimentaires de toute la région ; ce qui suggère d'une part qu'il n'y a aucune raison objective de favoriser l'accaparement de leurs terres par des investisseurs étrangers, et d'autre part qu'il faut s'attendre à ce qu'une telle perspective suscite de leur part des mouvements de mécontentement que les États riverains pourraient avoir du mal à contenir.

La colère gronde au sein des populations locales

Depuis qu'ils ont entendu parler du projet de la société Al Horaish, quelques uns par le biais des médias et d'autres de bouche à oreille, les riverains du lac Tchad et de la Komadougou Yobé ne cessent d'exprimer leur mécontentement ; d'abord, de voir leurs élus régionaux soutenir une telle initiative, et enfin de constater que le gouvernement laisse faire.

En novembre 2016, lors des rencontres publiques organisées par l'équipe de l'Observatoire du droit à l'alimentation, les populations ont exprimé partout, de Diffa à N'guigmi, en passant par les sites de déplacés de Bosso et Barwa, leur indignation devant ce qu'elles considèrent comme un coup de grâce. Elles se posent partout la même question lancinante : comment quelqu'un a-t-il pu imaginer un projet aussi sinistre visant à nous priver de nos terres après tout ce que nous vivons actuellement ?

A l'unanimité, les personnes présentes à ces rencontres publiques, qui ont regroupé en général pas moins de la centaine à Diffa et N'guigmi surtout, ont affirmé qu'elles n'ont jamais été consultées au sujet d'une telle initiative. *« Nous ne pouvons, en aucun cas, accepter un tel projet », ont affirmé la plupart des intervenants lors des discussions ; ajoutant que « ce projet ne se réalisera jamais, si leur accord constitue la condition ».*

D'habitude réservés, certains chefs traditionnels rencontrés par la délégation de l'Observatoire, notamment les Boulama, ont affirmé qu'ils n'ont jamais été consultés ni par le Conseil régional ni par un quelconque représentant de l'État. *« Nous n'entendons pas accepter ce projet de notre plein gré, mais nous ne disons pas que le gouvernement ne peut pas nous arracher nos terres par la force ».*

¹⁵ « Le développement du lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles », sous la direction de Jacques Lemoalle et Géraud Magrin, IRD Éditions, collection expertise collégiale, Marseille 2014.

Conclusion

Après ce bref tour d'horizon, il importe de retenir que, même si aucun contrat n'est encore formellement signé avec la société privée saoudienne Al Horaish, le projet n'est pas abandonné ; au contraire, les informations en notre possession laissent croire que les négociations se poursuivent toujours dans une opacité totale, et qu'elles pourraient même concerner des terres agricoles et pastorales situées dans d'autres régions du pays. Ces négociations ne respectent naturellement aucune des recommandations faites par le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation dans le cadre de son rapport sur l'acquisition et la location à grande échelle des terres publié en 2009 ; car, non seulement elles ne sont pas menées dans la transparence, mais en plus elles n'impliquent aucune participation des communautés locales ou de leurs représentants, contrairement aux préconisations du rapporteur spécial.

En tout cas, les rencontres publiques organisées dans certaines localités de la région de Diffa, ainsi que les entretiens conduits avec plusieurs autorités administratives et coutumières, ont révélé que la plupart des personnes n'ont entendu parler de l'initiative de la société Al Horaish et du Conseil régional qu'à travers les médias ; alors même que le Président du Conseil régional de Diffa continue de soutenir que des missions de consultations des populations locales ont été conduites dans plusieurs localités par une délégation conduite par un chef traditionnel de la région. Les informations recueillies sur le terrain laissent croire que même les membres du Conseil régional ne sont pas tous informés de tout le contenu du dossier du projet de la société Al Horaish. La plupart des conseillers régionaux ne savent pas de ce projet plus que ce qu'en ont dit les experts d'Al Horaish lors de la session ordinaire du Conseil régional consacrée à l'adoption de l'étude de faisabilité.

Outre l'absence de transparence et la non participation des populations, il convient de noter que le projet de contrat, élaboré probablement par la Cellule d'appui au partenariat public/privé, n'a pris en compte aucune des principales préoccupations autour desquelles le rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation a formulé ses recommandations. L'un des aspects importants souligné par ce dernier concerne la question cruciale du changement de vocation dans l'utilisation des terres objet de transactions, qui « ne peut avoir lieu sans le consentement préalable, libre et informé des communautés locales concernées ». Le rapporteur spécial mentionne, à ce sujet, que « les États doivent adopter une législation spécifiant en détail les conditions dans lesquelles les changements d'utilisation des terres ou les expulsions peuvent avoir lieu, ainsi que les procédures à suivre ». L'introduction d'une telle clause dans le contrat devrait empêcher à l'investisseur de changer unilatéralement la vocation agricole et pastorale des terres mises à sa disposition, par exemple pour privilégier des cultures visant à satisfaire les besoins énergétiques (production de biocarburants).

En dehors de cet aspect, il faut noter que les recommandations du rapporteur spécial insistent également sur la question du choix des systèmes de production agricole qui doivent être non seulement basés sur une intensité élevée de la main-d'œuvre, mais aussi respectueux de l'environnement. Le rapporteur spécial insiste particulièrement sur le fait que les États et les investisseurs doivent d'une part « établir et promouvoir des systèmes agricoles dont l'intensité de main-d'œuvre soit suffisamment élevée pour contribuer à la création d'emplois » ; et d'autre part, « coopérer pour identifier les moyens de garantir que les modes de production agricole respectent l'environnement et n'accélèrent pas le changement climatique, l'épuisement des sols et des réserves d'eau douce ». Le rapporteur

spécial souligne d'ailleurs que « *quel que soit le contenu de l'accord, il est essentiel que les obligations de l'investisseur soient définies en termes clairs et qu'elles soient contraignantes, en incluant, par exemple, des sanctions prédéfinies en cas de non respect* ».

Selon le rapporteur spécial, il est essentiel que des évaluations d'impact a posteriori, indépendantes et participatives, soient réalisées à des intervalles prédéfinis pour s'assurer du respect de ces obligations par l'investisseur ; tout comme il est essentiel que des études d'impact soient menées, avant la conclusion des négociations, afin de mettre en valeur les incidences de l'investissement sur le droit à l'alimentation. Cette évaluation devrait concerner au moins les cinq (5) aspects suivants : (i) l'emploi local et les revenus, ventilés par sexe et le cas échéant par groupe ethnique ; (ii) l'accès aux ressources productives par les communautés locales, y compris les pasteurs et agriculteurs itinérants ; (iii) l'introduction de nouvelles technologies ou les investissements dans l'infrastructure ; (iv) l'environnement, y compris l'épuisement des sols, l'utilisation des ressources en eau et l'érosion génétique ; (5) l'accès aux denrées alimentaires, leur disponibilité et leur adéquation.

Enfin, le rapporteur spécial souligne qu'il est essentiel que les accords d'investissement prévoient « *une clause d'indexation prévoyant qu'un pourcentage minimal de la culture produite sera écoulé sur les marchés locaux et que ce pourcentage pourra augmenter dans des proportions préétablies, si le prix des denrées alimentaires sur les marchés atteint certains niveaux* » ; et ce, « *afin de s'assurer qu'il n'en résulte pas un accroissement de l'insécurité alimentaire pour la population locale, en conséquence notamment d'une dépendance accrue à l'égard des marchés internationaux ou de l'aide alimentaire résultant d'une augmentation des prix des produits agricoles* ». Les recommandations du rapporteur spécial soulignent également que « *les revenus issus des accords d'investissement doivent être utilisés au bénéfice de la population locale* » ; tout en insistant sur le fait que, de toutes les façons, « *les contrats d'investissement doivent donner la priorité aux besoins de développement de la population locale et rechercher des solutions qui représentent un équilibre adéquat entre les intérêts de toutes les parties* ».

En conclusion, il apparaît évident que la plupart des recommandations du rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, qui constituent un minimum de précautions que tout gouvernement responsable devrait prendre, n'ont pas été prises en compte par les autorités nigériennes ; en tout cas, si l'on s'appuie sur les différentes clauses contenues dans le projet de contrat de partenariat public/privé en notre possession, et qui constitue à l'heure actuelle le seul élément permettant de se faire une idée des négociations en cours entre la société Al Horaish et les autorités nigériennes. La non prise en compte de la plupart de ces recommandations dans le projet de contrat est un indicateur éloquent justifiant toutes les craintes exprimées par les acteurs locaux qu'aux conséquences éventuelles de cet énorme projet agroindustriel sur le bien-être des populations locales de la région de Diffa.

Annexe

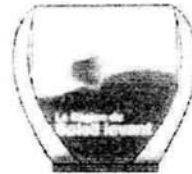


République du Niger
Fraternité - Travail - Progrès

Conseil Régional de Diffa

B P 85 Diffa
Tél + 227 20 54 04 44
Fax + 227 20 54 04 25

crd@niger.gov.ni
mairou.malam@niger.gov.ni



37

Délibération° 2014-025/CRD/A, adoption de l'étude de faisabilité du projet du Complexe agro industriel et autorisation de signature du protocole d' accord entre le Conseil Régional de Diffa d'une part et la Société « Fleuve Niger » d'autre part.

Conseillers en exercice : 39
Conseillers élus ayant voix délibérative : 28
Conseillers présents : 34
Conseillers absents : 05
Procuration : 00

Le Conseil Régional de Diffa

L'an deux mil quatorze et le jeudi (13) Novembre à partir de neuf (09) heures zéro (00) mn, le Conseil Régional de Diffa régulièrement constitué, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle de réunion du Conseil en son siège, sous la présidence de monsieur Mairou Malam Ligari, Président dudit Conseil.

La session a inscrit à son ordre du jour l'adoption de l'étude de faisabilité du projet du Complexe agro industriel de Diffa et l'autorisation de signature du protocole d' accord entre le Conseil Régional d'une part et d' autre part la Société « Fleuve Niger ».

Au paravent, le Conseil Régional de Diffa a en session ordinaire tenue du 29 au 30 Mai 2014 adopté la délibération N° 2014 -004 portant adoption de l'accord d'établissement des relations partenariales avec la Société « Fleuve Niger » dans le cadre de l'agroalimentaire par la mise en valeur de cinquante mille (50 000) hectares et l'installation des usines de transformation des produits agricoles dans la région.

La Société Fleuve Niger a présenté à l'Assemblée Régionale le Mercredi 13 Novembre 2014 à 11 heures, le résultat de l'étude de faisabilité du dit projet en présence d'une mission de l'administration centrale composée de :

- Le Cabinet du Premier Ministre représenté par Monsieur Zakari , Conseiller spécial;
- La Haute Autorité à l'Initiative 3N, représenté par Monsieur Salé Mamadou;
- La Cellule d'appui au Partenariat Public Privé CAPP, Représenté par Monsieur Zarami Abba Kiari
- Le Ministère de l'Agriculture représenté par Monsieur Jadi Aminou Conseiller Technique du Ministre ;
- Le Ministère de l'Hydraulique représenté par Monsieur Zoubeirou Dawa ;
- Le Ministère de l'Elevage représenté par Monsieur Lawali Inoussa Economiste Direction des Etudes et de la programmation ;
- Le Ministère de l'Environnement et de la Salubrité Urbaine représenté par Monsieur Yacouba Boureima BEEI;

- Le Ministère du Plan de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, représenté par Monsieur Hassan Garba;
- Le Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Religieuses et coutumières, représenté par Monsieur Ibrahim Malam Goni ;

Aussi après examen du contenu et analyse de la pertinence des objectifs, de missions et des enjeux du projet, et vu les opportunités pour les populations locales et la région de Diffa à court , moyen et long terme quant à la réalisation du projet du complexe agro industriel par la mise en valeur de cinquante mille hectare (50 000 ha) et l'installation des usines de transformation des produits agricoles et après en avoir largement débattu.

Vu la constitution du 25 novembre 2010 ;

Vu la loi N°98-31 du 14 septembre 1998, portant création des régions et fixant leurs limites et le nom de leurs chefs-lieux ;

Vu la loi 2008-42 du 31 juillet 2008, relative à l'organisation et à l'administration du territoire de la République du Niger modifiée par l'ordonnance n°2010-53 du 17 septembre 2010 ;

Vu la loi 2011-20 du 08 Août 2011 portant organisation générale de l'administration civile de l'Etat et fixant ses missions ;

Vu la loi N° 2014-02 DU 31 Mars 2014 portant régime fiscal financier et comptable, applicable au contrat de partenariat public/privé ;

Vu l'ordonnance 2010-54 du 17 septembre 2010 portant code général des collectivités territoriales ;

Vu l'ordonnance n° 2011 – 07 du 16 septembre 2011, portant régime général de partenariat des contrats de partenariat public / privé en République du Niger, ratifié par la loi N° 2011-30 du 25 octobre 2011 ;

Vu le décret N°2010-678/PCSRD/MISD/AR du 07 octobre 2010, fixant le nombre de sièges par Conseil Régional ;

Vu le jugement N°006/2011/TGI/DA/ME du 14 juillet 2011, portant élection des conseillers régionaux au titre de la région de Diffa;

Vu l'arrêt N°11-084 du 02 septembre 2011 de la Cour d'Etat, validant les résultats des élections régionales de Diffa;

Vu le procès-verbal d'installation du conseil de régional de Diffa en date du 07 septembre 2011 ;

Vu le procès-verbal de l'élection du Président du Conseil Régional de Diffa en date du 07 septembre 2011 ;

Vu le procès-verbal de l'élection des Vices - Président de Conseil Régional de Diffa en date du 07 septembre 2011 ;

Vu la délibération N° 2011 –001/CR/DA du 06 décembre 2011, portant adoption du règlement intérieur ;

Vu la Délibération N°2011-002/CR/DA du 06 décembre 2011, portant création des commissions spécialisées du Conseil Régional

Vu la Délibération N°2011-003/CR/DA du 06 décembre 2011, portant création, organisation et fonctionnement des services du Conseil Régional ;

Vu la délibération N° 2014 -004 portant adoption de l'accord d'établissement des relations partenariales avec la Société « Fleuve Niger » dans le cadre de l'agroalimentaire pour la mise en valeur de cinquante mille Ha et l'installation des usines de transformation des produits agricoles dans la région.

Vu la convocation de la deuxième session ordinaire du Conseil régional de Diffa en date du 29 Octobre 2014.

DELIBERE

Article premier : Il est adopté, par vingt-huit (28) voix pour, zéro (00) voix contre et zéro(00) abstention à la deuxième session ordinaire de l'année 2014, l'étude de faisabilité du projet du Complexe agro industriel et l'autorisation de signature du protocole d'accord entre le Conseil Régional de Diffa d'une part et la Société " **Fleuve Niger**" d'autre part, afin de transmettre le dossier à la Cellule d'Appui au Partenariat Public-Privé pour suite à donner.

Article 2: L'Assemblée Régionale donne mandat au Président du Conseil régional de signer le protocole d'entente avec la Société " **Fleuve Niger**" et de transmettre le dossier de l'étude de faisabilité à la Cellule d'Appui au Partenariat Public-Privé pour suite à donner.

Article 3: L'Assemblée Régionale donne mandat au Président du Conseil régional d'étudier les conditions et les modalités de mise en œuvre dudit projet dans l'intérêt des populations.

Article 4: Le Président du Conseil Régional est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Article 5: La présente délibération sera transcrite sur le registre des délibérations du conseil et affichée au siège du Conseil Régional de Diffa.

Ainsi fait et délibéré à Diffa, le 13 Novembre 2014

Le Président du Conseil



Mairou Malam Ligari

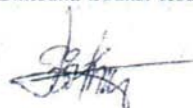
Ousmane Goni Tar Issouf



BoullouAbari



Bintoumi Boukar Koulouma



Idrissa Abba



Bagalé Gréma Kelloumi



Madame Halima Mai Tchouloum



Mai Ali Mai Boucar



Gondja Ibrahim



Tchouloum Kanta



Eh Ousseini Malam Ari



Daïbou Ardo Déré



Mairou Malam Ligari



Mamane Zédane Abdelrahim



Abba Abba Kourou



Ahamed Tidjani Ousman



Toko Malam Gambo



Makinta Malam Bagami



Koujimi Maloumta



Katiella Kaoua Kori

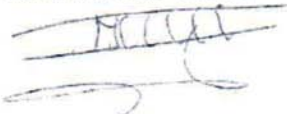


Aïssami Douna

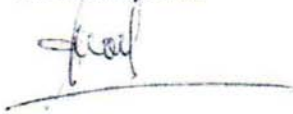


Latourou Amadi

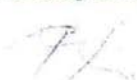
Dr. Mamane Mamadou Tchellou



Ali Bossoma Boukar



Arifa Elhaji Boucar



Boukar Maman Gaptia



Mai Wandara Zakariu



Mamadou Hamidou Gréma



Zeinabou Ousmane





REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité – Travail – Progrès

**MINISTRE DE L'INTERIEUR DE LA SECURITE PUBLIQUE DE LA
DECENTRALISATION ET DES AFFAIRES COUTUMIERES ET RELIGIEUSES**



Conseil Régional de Diffa

B P 85 Diffa

Tél + 227 20 54 04 44

Fax + 227 20 54 04 25

crdiffa@gmail.com

mairou.pcrdiffa@gmail.com

Niger
River

PROTOCOLE D'ENTENTE

SUR LE PROJET DE COMPLEXE AGROINDUSTRIEL DANS LA REGION DE DIFFA

Novembre 2014

PROTOCOLE D'ENTENTE SUR LE PROJET DE COMPLEXE AGROINDUSTRIEL DANS LA REGION DE DIFFA EN REPUBLIQUE DU NIGER

Entre

Le Conseil Régional de Diffa, ayant ses bureaux sis au quartier administratif à Diffa, B.P. 85 Niamey (Niger) ; Tél: +227 20 54 04 44 Fax : +227 20 54 04 25 email : mairou.pcrdffa@gmail.com
Représenté par Monsieur **Mairou Malam Ligari**, Président du Conseil Régional,

d'une part

Et

La Société Fleuve Niger, de droit nigérien ayant son siège social à Rue NM – 72CN3 Quartier Sabon kai, BP 11984 Niamey Tél : +227 20 74 00 04
Mob : +227 94 89 49 62/ 91 51 54 27
Email : shawieshhabf@yahoo.com
Représenté par Monsieur **SHAWIESH ABOLFETOOH Mahamoud Hassan**, Erea Manager agissant au nom du General Manager Mr **HOMOU ALFURAIH**

d'autre part

Attendu que :

Le Conseil Régional de Diffa est une collectivité territoriale dotée de personnalité juridique et morale dont la mission principale est de promouvoir le développement économique, social et culturel de la Région ;

Vu l'Ordonnance N°2011-07 du 16 septembre 2011, portant Régime général des contrats de partenariat public-privé en République du Niger, ratifié par la Loi N°2011-30 du 25 octobre 2011 ;

Vu les délibérations du Conseil Régional ;

Vu la demande en date 14 mai 2014 de la Société Fleuve Niger pour l'acquisition de 50 000 ha de terres rurales, adressée au Président du Conseil Régional de Diffa ;

Vu la délibération N°2014-004/CR/DA du 30 mai 2014 portant adoption de l'accord d'établissement de relations partenariales avec la SOCIÉTÉ FLEUVE NIGER dans le cadre de l'agroalimentaire pour la mise en valeur de 50 000 ha et l'installation des usines de transformation des produits agricoles dans la région de Diffa ;

Vu de la mise en place d'un complexe agroindustriel portant sur les maillons Production, Transformation et Distribution ;

Vu l'étude de faisabilité élaborée par la Société Fleuve Niger ;

Vu le consensus régional qui s'est dégagé pour accueillir cet important projet que des partenaires saoudiens ont décidé de financer ;

Attendu que la Société Fleuve Niger à travers ses partenaires et actionnaires stratégiques dispose de moyens techniques, technologiques, humains et financiers suffisants pour aménager et mettre en valeur dans un premier temps 50 000 ha et dans un deuxième temps 50 000 autres ha avec en aval des unités industrielles de transformation

Vu le fort impact positif aux plans économique, financier, social et environnemental du projet

Vu l'engagement de la Société Fleuve Niger à appuyer les producteurs autochtones (appui dans l'aménagement des terres agricoles, encadrement technique, contractualisation de la production, développement social des communautés)

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet du Mémoire

Le Mémoire a pour objet le financement et la mise en œuvre du Projet Complexe Agroindustriel dans la Région de Diffa.

Article 2 : Responsabilités du Conseil Régional

1. Le Conseil régional mettra en place une équipe de maîtrise d'œuvre et de contrôle ;
2. Le Conseil régional s'engage à fournir à la Société Fleuve Niger tout l'appui logistique disponible pendant la préparation de la proposition ;
3. Le Conseil régional s'engage à mobiliser le personnel technique régional et national disponible pendant la préparation de la proposition, en rapport avec les ministères concernés ;
4. Le Conseil régional s'engage à fournir toutes les informations disponibles pendant et après la préparation de la proposition ;
5. Le Président du conseil régional s'engage à transmettre l'étude de faisabilité à la Cellule d'Appui au Partenariat Public-Privé conformément à la décision issue de l'assemblée régionale.

Article 3 : Responsabilités du GROUPE FLEUVE NIGER

LA SOCIETE FLEUVE NIGER est en même temps Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre en collaboration avec le Conseil Régional

1. LA SOCIETE FLEUVE NIGER s'engage à réaliser à sa charge l'étude détaillée du projet susmentionné en se basant sur les informations et documents donnés par le Conseil Régional de Diffa et les services techniques régionaux et nationaux et soumettra le rapport de proposition (technique et financière) pour examen par l'Assemblée Régionale ;
2. LA SOCIETE FLEUVE NIGER s'engage à concevoir, financer, réaliser la totalité du projet suivant le contrat qu'il aura signé avec le Conseil Régional dans le cadre du Partenariat Public-privé au Niger ;
3. LA SOCIETE FLEUVE NIGER s'engage à financer les charges de Maîtrise d'Œuvre du Projet et celles relatives au contrôle de qualité des ouvrages et aménagements connexes. Cette prise en charge concerne également le recrutement des cabinets et prestataires pour les études, ainsi que la mobilisation des services techniques publics de contrôle et de recherche ;

Article 4 : Entrée en vigueur

Le présent Mémoire d'Entente entrera en vigueur après la signature des représentants des deux parties.

Ce Mémorandum d'entente est valide jusqu'à la signature d'un contrat de partenariat entre la Région et Fleuve Niger pour l'exécution du projet, après le contrôle de légalité.

Article 5 : Langue

Le présent Mémorandum d'entente est rédigé en français (original) puis traduit en anglais.

Fait à Diffa le 13 novembre 2014 en quatre (4) exemplaires originaux

Pour et au nom du SOCIETE FLEUVE NIGER

Général Manager

HOMOUD ALFURAIH et PO

Signature: Homoud Alfuraih



Pour et au nom du CONSEIL REGIONAL DE DIFFA

Le President

Signature: Mairou Malam Ligari

MAIROU MALAM LIGARI



Conseil Régional de Diffa

B P 85 Diffa
Tél + 227 20 54 04 44
Fax + 227 20 54 04 25
Email : crdifla@gmail.com
mairou.pcrdifla@gmail.com



N° Réf : 0137 / CR / SG

Diffa, le 23 Novembre 2014

V/Réf :

Le Président du Conseil Régional

à

Monsieur le Secrétaire Permanent de la
Cellule d'Appui au Partenariat Public Privé
à Niamey.

**Objet : Etude de Faisabilité
du Projet de complexe agro-
industriel dans la région de Diffa**

Monsieur,

Le Conseil Régional de Diffa, réuni en sa session ordinaire tenue du 11 au 14 novembre 2014 a délibéré sur les résultats de l'étude de faisabilité du projet de complexe agro-industrielle dans la région de Diffa, présentée par la société "FLEUVE NIGER".

Par la présente, j'ai l'honneur de vous transmettre le résultat de l'étude de faisabilité, et le protocole d'entente signé par le Conseil régional et le promoteur, afin de requérir votre avis quant à la suite à réserver à ce dossier. Vous y trouverez également la *délibération N° 2014-025/CR/DA en date du 13 Novembre 2014, portant adoption de l'étude de faisabilité du projet du Complexe agro industriel et autorisation de signature du protocole d'accord entre le Conseil Régional de Diffa d'une part et la Société « Fleuve Niger » d'autre part.*

Comptant sur votre appui afin que ce projet voit le jour dans l'intérêt de nos populations, veuillez agréer Monsieur le Secrétaire Permanent, l'expression de mes sentiments respectueux.

PJ :

- ✓ Délibération N° 2014-024/CR/DA
- ✓ Dossier de l'Etude de Faisabilité
- ✓ Protocole d'entente

Ampliations :

Cabinet PM 1
MISP/D/AC/R 1
MAG 1
Gouverneur Diffa 1
Chrono 1



Mairou Malam Ligari

Alternative Espaces Citoyens est une association à but non lucratif, créée en septembre 2001 par un groupe de militant(e)s progressistes nigérien(ne)s; elle a été régulièrement enregistrée et reconnue par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation par arrêté N°0474/MI/D/DGAPJ/DLP du 13 décembre 2001.

La mission de l'association est la suivante : «Œuvrer à l'avènement d'une société démocratique et sociale ouverte, fondée sur l'égalité des droits humains, un nouveau partenariat entre hommes et femmes, et la solidarité entre les peuples dans un environnement sain ».

Les objectifs de l'association sont les suivants : (i) promouvoir, défendre et contribuer à l'effectivité des droits humains fondamentaux et des libertés individuelles et collectives ; (ii) construire des espaces de résistance, de convergence des mouvements sociaux et de formulation d'Alternatives aux politiques néolibérales ; (iii) développer des initiatives de contrôle citoyen de l'action publique aux niveaux national et local;(iv) promouvoir les droits, la participation citoyenne et l'autonomisation des jeunes, des femmes et d'autres groupes vulnérables ; (v) contribuer à l'amélioration de l'environnement et à la protection des biens communs, en particulier l'eau, les forêts, les terres et le patrimoine génétique ; (vi) promouvoir l'accès, le développement et l'utilisation innovante des médias et des technologies de l'information et de la communication.

Avec le soutien de:



Alternative Espaces Citoyens

72, Rue CI 47, Quartier Poudrière, Commune III - Boîte postale : 10 948
Téléphone : +227 20 74 24 39 - Site web : www.alternativeniger.net - Niamey-Niger